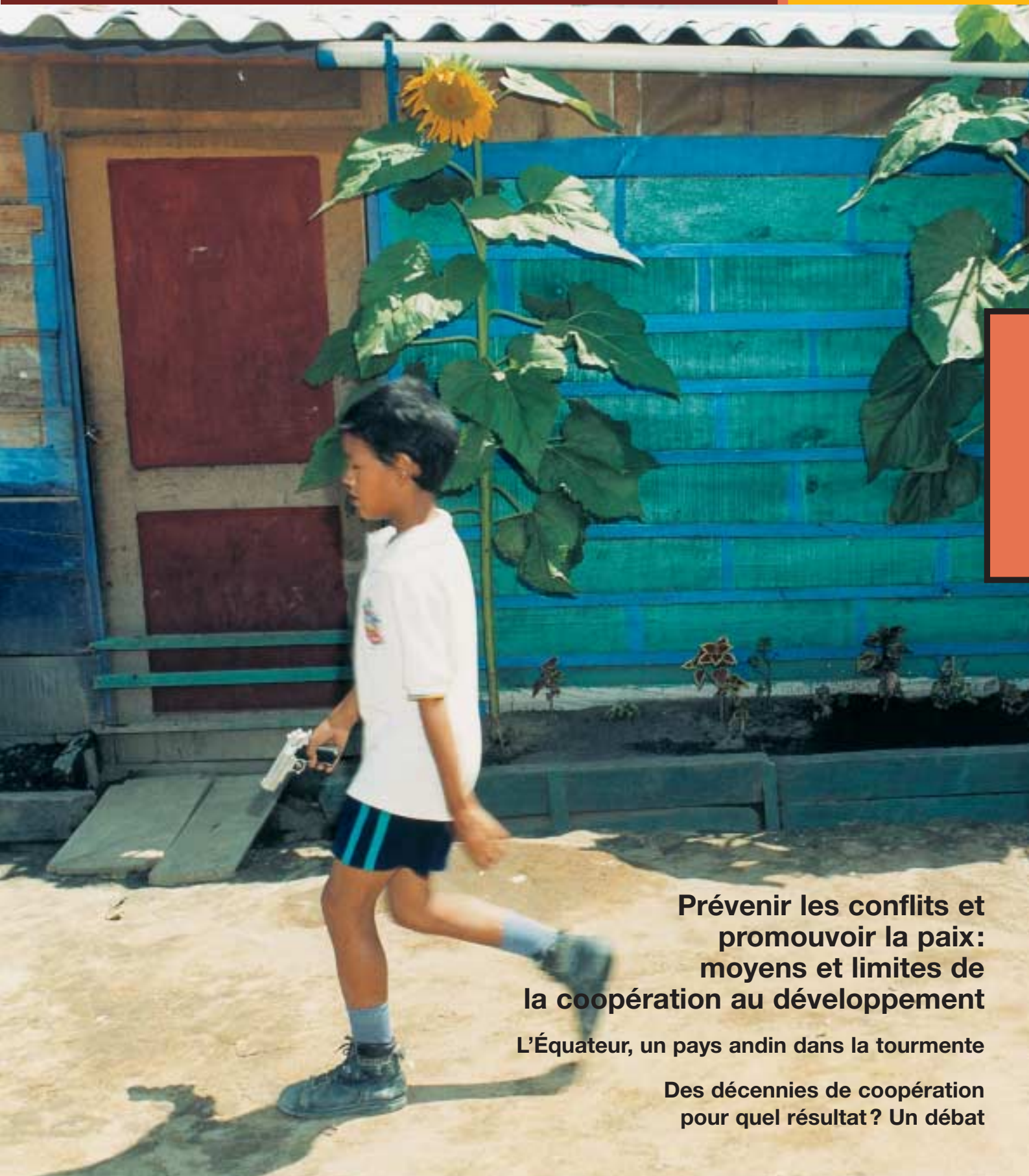


Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 3
SEPTEMBRE 2001
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION



**Prévenir les conflits et
promouvoir la paix:
moyens et limites de
la coopération au développement**

L'Équateur, un pays andin dans la tourmente

**Des décennies de coopération
pour quel résultat? Un débat**

DOSSIER



PAIX, CONFLITS ET DÉVELOPPEMENT

L'aide doit être compatible avec la paix

La promotion de la paix et la prévention des conflits sont bien plus que des thèmes à la mode

6

Une fenêtre sur l'espoir

Au Burundi, les parties au conflit ont signé un accord de paix, grâce notamment à l'engagement de la Suisse dans les négociations

12

La pauvreté cousine de la guerre ?

Interview de Marika Fahlén, ambassadrice suédoise qui travaille depuis plusieurs années sur le thème « sécurité et développement » dans le cadre d'organisations internationales

14

Petits entrepreneurs en formation

L'engagement de la DDC en faveur des petites et moyennes entreprises du Salvador

24

FORUM



Plus d'humilité et plus de dialogue

Mahaman Tidjani Alou, politologue nigérien, et Walter Fust, directeur de la DDC, débattent de l'efficacité de la coopération

26

Carte blanche

Samir, réalisateur et producteur de films, raconte un voyage en Israël

29

Sommaire

HORIZONS



ÉQUATEUR

Grogne sociale dans un pays à la dérive

Portrait d'une nation andine dont quatre habitants sur cinq ne sont plus en mesure de couvrir leurs besoins essentiels

16

La femme aux yeux de plastique

L'Équatorienne Martha Moncada se souvient de sa visite à une communauté indigène sur les hauts plateaux

20

DDC

Opinion DDC

Réinventer l'aide aux pays les moins avancés

21

Le ton a changé dans les prisons du Kosovo

Avec l'aide de la Suisse, des cadres pénitentiaires kosovars apprennent les règles internationales relatives aux droits de l'homme

22

CULTURE



«Bollywood» et ses usines à rêves

Les Indiens déchirés entre deux cultures

30

Éditorial	3
Périscopes	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que la cohérence ?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Subtile alchimie de la paix

Y a-t-il un lien direct entre la pauvreté et la guerre ? Ou pour poser la question plus crûment : est-il vrai que plus les gens sont pauvres, moins ils ont de scrupules à empoigner un fusil pour tirer sur leurs voisins ? Qu'est-ce que la paix ? Quelles sont les bases sur lesquelles elle peut germer et prospérer ? Voilà les questions qui préoccupent un nombre croissant de spécialistes à travers le monde. Les réponses ne sont hélas pas simples ; elles sont même souvent contradictoires, car ni la guerre ni la paix ne se résument à une formule mathématique. Malgré tous les efforts consentis, l'atlas des conflits parle un langage très clair (voir page 11). L'an dernier, le monde a connu douze guerres – la pire forme de conflit qui soit – et huit d'entre elles se sont déroulées en Afrique. Le rapport avec la pauvreté, donc avec le sous-développement, semble évident, surtout si l'on considère que 33 des 49 pays les plus pauvres de la planète sont situés en Afrique. Les avis divergent souvent sur la manière de prévenir les conflits et de garantir la paix. Mais l'on s'accorde généralement sur le fait que le développement et la coopération sont nécessaires dans les deux cas. Dans ce contexte, il importe toutefois de ne pas faire intervenir uniquement les protagonistes, mais également des interlocuteurs extérieurs. Les quelques accords négociés l'an dernier pour mettre fin à des conflits sont là pour le prouver : tous se fondent sur des mesures efficaces

prises aussi bien par les parties au conflit que par des entités qui ne sont pas directement concernées.

Ce travail de médiation et de promotion de la paix a ses spécialistes : les missions de paix de l'ONU, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ainsi que différents pays, dont la Suisse. Notre dossier sur la promotion de la paix et la prévention des conflits (dès la page 6) montre à quel point leur tâche, certes noble, est difficile et délicate. En page 12, vous découvrirez comment la Suisse a contribué au processus de paix au Burundi, un pays profondément meurtri par la guerre, un pays enclavé dont la sécurité et la stabilité sont étroitement liées au développement de ses voisins.

Harry Sivec

Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)



Les Siman Photos

Trop chaud pour les neiges du Kilimandjaro

(bf) Si le climat de la planète continue de se réchauffer au rythme actuel, les neiges du Kilimandjaro auront disparu d'ici une quinzaine d'années. Depuis 1912, le plus haut sommet d'Afrique a déjà perdu plus de 80 pour cent de ses glaciers, dont au moins un tiers au cours de la décennie écoulée. Le scientifique Lonnie Thompson, de l'Université de l'Ohio, à Columbus, a étudié ces vingt dernières années les calottes neigeuses des montagnes tropicales sur tous les continents. Il a constaté un recul général des glaciers. Si ceux-ci disparaissent, les conséquences seront fatales pour l'être humain et l'environnement, pas uniquement en Tanzanie. Les glaces des sommets forment des réservoirs naturels d'eau, qui accumulent de la neige durant la saison des pluies et alimentent les cours d'eau à la saison sèche. Le réchauffement affectera non seulement l'approvisionnement en eau potable, mais également l'agriculture, la production d'hydroélectricité et l'industrie touristique.

Vache folle et graines de cotonnier

(bf) L'interdiction des farines animales en Europe, en relation

avec la maladie de la vache folle, a fait plus que doubler le prix des graines de cotonnier sur le marché international. Celles-ci peuvent en effet remplacer les farines animales dans l'alimentation du bétail. Les conséquences se font sentir jusqu'en Afrique occidentale: au Bénin, les égreneurs de coton ont renoncé à livrer leur cueillette aux deux usines locales qui les transforment en huile et en aliment pour bétail. Ils obtiennent un prix bien plus intéressant en l'exportant vers l'Europe. Du coup, les huileries béninoises sont menacées de fermeture, faute de matière première: l'an dernier, elles n'ont reçu que 50 000 tonnes de graines alors qu'elles ont une capacité de 200 000 tonnes. Après une vague de protestations dans tout le pays, le gouvernement du Bénin

a soumis à autorisation toutes les exportations de graines de cotonnier et promis des quantités minimales à l'industrie locale.

La Terre et ses 100 habitants

(bf) S'il y avait sur Terre seulement 100 êtres humains au lieu de six milliards, comment se répartiraient-ils? Des experts de l'ONU ont établi cette statistique, en respectant les proportions. Ce «village planétaire» miniature comprendrait 57 Asiatiques, 21 Européens, 14 Américains du Nord et du Sud, et 8 Africains. Il y aurait 52 femmes et 48 hommes. Six personnes seulement vivraient dans de belles et grandes maisons, mais elles possèderaient 59 pour cent des richesses. Huit personnes habiteraient des taudis sans eau courante. La moitié des villageois seraient sous-alimentés, 70 ne sauraient ni lire ni écrire. Un seul aurait suivi une école supérieure, un seul posséderait un ordinateur. On compterait 30 chrétiens, 20 musulmans, sept hindous et 43 personnes d'autres confessions ou athées. En d'autres termes, avec un toit au-dessus de sa tête et un frigo bien rempli, on est plus riche que 75 pour cent de l'humanité.

Pirates du papier

(bf) La biographie de Diego Maradona, les aventures de Harry Potter, les romans



Siti Pictures



Sécheresse



d'Arundhati Roy ou du prix Nobel Gabriel García Marquez... Aucun ouvrage n'est à l'abri du piratage. Les copies illicites se vendent en quantités gigantesques, presque exclusivement dans les pays en développement. Rien qu'en Amérique latine, on imprime illégalement 50 milliards (!) de pages par an. Ces reproductions, vendues nettement moins cher que les originaux, représentent un chiffre d'affaires de 15 mil-

liards de francs, soit une fois et demie celui des éditeurs officiels. Elles sont généralement proposées sur le trottoir ou aux carrefours par des vendeurs à la sauvette. Afin de protéger la propriété intellectuelle et de combattre les imprimeurs clandestins, plusieurs pays d'Amérique du Sud envisagent de réduire la TVA sur les livres et de développer le réseau des bibliothèques publiques. Les lecteurs auraient ainsi un accès

à la fois gratuit et légal à leurs auteurs préférés.

Camps de sorcières au Ghana

(bf) Au Ghana, la sorcellerie est pratiquée aussi bien par des hommes que par des femmes. Pourtant, seules des femmes se voient dénoncées, rejetées ou même lynchées pour cela. Leurs collègues masculins, eux, sont craints et respectés. Dans les villages, on reproche aux sorcières d'être la cause de décès et de maladies comme la méningite, la malaria ou le choléra. Bannies par leur communauté, environ 8000 femmes habitent dans des camps de sorcières, situés surtout dans le nord du Ghana. La plupart de ces femmes ont entre 45 et 90 ans. Certaines vivent en exil depuis plus de 30 ans. Le camp de Gambaga, au nord du chef-lieu régional Tamale, a été créé au 18^e siècle. Gambaraan, gardienne du camp



et exorciste, constate que «le nombre des prosrites est en train d'augmenter démesurément». Pour le gouvernement ghanéen, la seule manière d'endiguer le phénomène est d'améliorer les conditions de vie de la population. Cela permettra de prévenir les maladies et de réduire les frustrations qui poussent les villageois à accuser les sorcières.

L'aide doit être compatible



Kosovo 1999, à proximité de la frontière macédonienne

La promotion de la paix et la prévention des conflits ne sont pas seulement des thèmes à la mode. Si on leur accorde autant d'attention à l'heure actuelle, c'est que le monde a pris conscience du rôle fondamental joué par la sécurité humaine dans l'amélioration du sort des plus pauvres. De Gabriela Neuhaus.

avec la paix



agenda / Michael Kottmeier

L'Europe a été un baril de poudre jusqu'au milieu du 20^e siècle. Deux guerres mondiales s'y sont déclenchées. Violences et hostilités ont marqué l'existence de ses populations. Ces conflits ont provoqué l'effondrement économique de régions entières, la destruction de maisons et d'infrastructures, la famine, la mort. Après la Seconde Guerre mondiale, un consensus s'est imposé à l'esprit des

Européens surtout, mais aussi des Américains : de telles souffrances ne devraient plus jamais se répéter. On a créé des instruments et des règles afin de s'assurer que la cohabitation soit pacifique à l'avenir. Coopération et négociations ont rendu pratiquement unimaginable l'éclatement d'un conflit armé, du moins en Europe occidentale et dans la situation qui prévaut en ce moment...

Mais cette stabilité – bénéfique sur le plan économique également – n'est pas un acquis définitif. Elle doit être constamment renégociée. « Comparés aux problèmes que doivent résoudre les partenaires de l'Union européenne autour de la table de négociations à Bruxelles, les différends qui opposent par exemple l'Érythrée à l'Éthiopie sont d'importance mineure », remarque Günther Bächler, spécialiste de la paix et de la prévention des conflits. Mais les élites de la Corne de l'Afrique n'ont jamais appris à négocier et au moindre problème, elles ne pensent qu'à une « solution » : prendre les armes. La communauté internationale s'est donné pour tâche de changer ce réflexe partout où l'usage de la force prédomine ou risque de se généraliser.

Sécurité pour les individus

Intervenir « de l'extérieur » durant ou après des conflits armés, cela n'a rien de nouveau. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les casques bleus de l'ONU ont contribué par d'innombrables missions à maintenir la paix dans des régions en crise. Mais il y a eu ces dernières années des changements dans la nature des conflits et dans la manière de gérer ce genre de situations. Depuis la fin de la guerre froide, les conflits entre États sont passés au second plan, tandis que les guerres civiles se sont multipliées. Celles-ci sont en général extrêmement complexes et bien souvent liées à des processus de transformation sociale. Il convient donc de les aborder avec d'autres priorités, avec des perspectives nouvelles.

« Quand on parle aujourd'hui de politique de paix, il ne s'agit plus en premier lieu d'assurer la sécurité des États, mais de se demander comment protéger les populations contre la violence », explique Peter Maurer, chef de la Division politique IV au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). L'ONU résume cette problématique par la formule « les gens d'abord », pensant aux femmes et aux enfants, aux paysans et aux ouvriers qui se retrouvent souvent affamés ou déplacés après des conflits. Les villages détruits et les champs de mines aggravent encore leur situation.

Aujourd'hui, le but est de redonner une protection et une sécurité aux populations vivant dans

Sécurité humaine

« Paix et sécurité sont indispensables au développement économique et social d'un pays. Elles découlent d'une bonne gestion des affaires publiques, dont le but doit être la mise en place d'institutions efficaces et résistantes aux crises. Par ailleurs, on considère le manque de sécurité humaine au sens large comme la cause essentielle de l'augmentation des migrations forcées. »

« Leitgedanken zu COPRET », DDC 2001

Les cause du conflit

« La notion de paix renvoie à la capacité d'une société de négocier ses conflits sociaux et politiques, d'en traiter les causes et d'arriver à une solution consensuelle, avec la participation de tous les intéressés et sur la base de l'égalité des droits, de la participation et de la reconnaissance mutuelle. »

Tiré de « Des alliances pour la paix », Éditions Caritas, 2000



Macédoine 1999, éclats d'obus décelés sur une radiographie

Violence et mémoire

« L'expression 'après la violence' est trop optimiste. Si l'on ne s'attaque pas aux racines du conflit, si l'on ne cherche pas à le transformer, les hostilités reprendront aussitôt que les dernières horreurs auront quitté la mémoire consciente pour s'installer dans le subconscient. Ainsi, 'après la violence' devient facilement 'avant la violence'. »

Johan Galtung, spécialiste en études sur la paix (tiré de « Conflict Transformation by Peaceful Means »)

les zones de conflits, afin notamment de prévenir des flux migratoires et de faciliter la restauration des structures sociales. Ces exigences vont bien plus loin que les efforts traditionnels visant à stopper les opérations militaires. La promotion de la paix par des moyens civils, comme on l'entend actuellement, inclut des actions à des niveaux très divers. Ce qui s'avère particulièrement complexe au Timor ou au Kosovo par exemple, où les organisations internationales doivent assumer toute l'administration du territoire.

Pour dépasser la violence, les gens doivent (ré)-apprendre à vivre ensemble. Dans des sociétés ravagées par la guerre civile, où presque plus personne ne fait confiance à son voisin, c'est là une tâche ardue qui prend énormément de temps. Simultanément, il faut reconstruire l'État et les infrastructures nécessaires, en respectant dans la mesure du possible de nouveaux critères adaptés à la situation. Dans les zones de conflits telles que les Balkans ou certaines régions africaines, on trouve aujourd'hui des « armées » de travailleurs de la paix aux fonctions les plus diverses – experts internationaux, représentants d'organismes multilatéraux, d'organisations non gouvernementales... Mais si importante soit-elle, l'aide extérieure ne suffit pas. Un

processus de paix ne peut aboutir qu'à condition d'être conduit de façon professionnelle et surtout d'être porté par les populations directement concernées.

Génocide rwandais

Pendant longtemps, la coopération au développement ne s'est guère occupée de maintien de la paix et de prévention des conflits. On supposait qu'une aide efficace, bien déployée et visant les plus démunis déboucherait automatiquement sur une société plus juste, donc plus sûre. Cette illusion s'est dissipée au plus tard vers le milieu des années 90, au moment du drame rwandais : les dissensions entre Hutus et Tutsis, qui ont dégénéré en l'un des plus sinistres génocides de l'histoire de l'humanité, avait été envenimées par l'influence de la coopération au développement.

On s'est alors rendu compte que les organisations du Nord exercent dans les pays pauvres une grande influence sur les rapports de force et les conflits potentiels à l'intérieur de ces sociétés. L'Américaine Mary B. Anderson, spécialiste de la paix, a étudié l'impact des projets humanitaires et des programmes de développement dans différentes régions en conflit. Ses résultats ont été publiés dans



Daniel Schwartz / Lookat

Cambodge 1992, négociations de désarmement entre les Khmers rouges et l'ONU

un livre intitulé *Do No Harm* (ne pas nuire). Exemples à l'appui, l'auteure montre que l'aide du Nord et la manière dont celle-ci est distribuée à la population peuvent parfois aggraver la situation et attiser des conflits.

«Il est indispensable d'analyser systématiquement les programmes d'aide humanitaire ou de coopération au développement pour déterminer s'ils sont compatibles avec la paix», insiste Thania Paffenholz, directrice du Centre pour la promotion de la paix (voir page 11). Mais il y a aussi des situations dans lesquelles la coopération peut provoquer des conflits par son engagement en faveur des plus démunis, par exemple lorsqu'il s'agit de promouvoir un processus de démocratisation à long terme. Mme Paffenholz reconnaît qu'il y a souvent «un conflit d'objectifs entre le règlement immédiat d'un conflit et le développement durable».

Le fil rouge

La DDC a créé au printemps dernier sa propre section thématique sur la prévention et la résolution de conflits, afin de mieux intégrer ces préoccupations dans la coopération au développement. Elle suit ainsi une évolution qui se fait sentir par-

tout dans le monde : depuis quelques années, les organisations multilatérales – notamment la Banque mondiale avec son réseau Conflict Prevention Unit ou l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et son Groupe d'étude sur les conflits, la paix et la coopération pour le développement – ainsi que nombre de pays donateurs attribuent à la paix une importance centrale dans leurs programmes de développement. Par ailleurs, des recherches effectuées dans les zones en crise apportent régulièrement de nouvelles informations sur la problématique du développement en relation avec la résolution de conflits.

«Nous sommes déjà bien avancés sur le plan conceptuel. Il s'agit maintenant de mettre en œuvre ce savoir.» C'est ainsi que Thania Paffenholz résume l'état actuel de la situation. De son côté, Günther Bächler, chef de la nouvelle section Prévention et résolution de conflits (COPRET) de la DDC, considère que son service remplit une double fonction : le fait d'analyser la compatibilité d'un programme avec la paix revêt une grande importance non seulement pour éviter des dérapages dangereux, mais aussi et surtout pour faire de la coopération un instrument de paix et de stabilité.

Avant, pendant et après

«Un conflit peut comprendre trois phases successives : avant, pendant et après la violence. Ces phases peuvent être séparées par l'éclatement de la violence et un cessez-le-feu. Cela ne signifie pas que la violence soit inévitable ou qu'un conflit soit synonyme de violence et de destruction.»

Johan Galtung (tiré de «*Conflict Transformation by Peaceful Means*»)

Liens

La Fondation suisse pour la paix fournit des informations et des liens avec de nombreux projets de recherche et organisations concernant la sauvegarde de la paix et la prévention des conflits :

www.swisspeace.ch/

Institut de recherches internationales sur la paix, à Heidelberg (HIIK) :

www.hiik.de

Le réseau ISN (International Relations and Security Network) propose une foule d'informations sur les questions de sécurité – Une contribution suisse au Partenariat pour la paix : www.isn.ethz.ch

La politique de sécurité et de paix du Département fédéral des affaires étrangères (aperçu) :

www.eda.admin.ch/eda/g/home/foreign/secpe.html

War-torn Societies Project, un projet de recherches pratiques sur la reconstruction de sociétés après des conflits :

www.unrisd.org/wsp/

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) :

www.oecd.org/

Page d'accueil de l'ONU sur la paix et la sécurité :

www.un.org/peace/peacetxt.htm



Zaïre / Rwanda 1996, des réfugiés hutus retournent au Rwanda

Il faut, autant que possible, inscrire la prévention des conflits dans tous les programmes par pays de la DDC. Celle-ci offre à son personnel des possibilités de formation dans ce sens.

« Beaucoup d'éléments existent déjà », constate M. Bächler. « La DDC s'est dotée ces dernières années de moyens pour traiter les conflits dans différents domaines. Il s'agit maintenant de regrouper ces activités et de systématiser la promotion de la paix dans nos programmes. »

Premiers projets et réseau

La COPRET concentre actuellement son attention sur l'Afrique (Rwanda, Angola, Mozambique), l'Équateur (voir page 16), dont le programme doit être axé entièrement sur la promotion de la paix, et l'Asie centrale, où le premier projet de la DDC effectivement destiné à prévenir des conflits commence à donner des résultats : dans la vallée de Ferghana, aux confins du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan, des communautés villageoises appartenant à différentes ethnies se réunissent pour discuter avec des organisations non gouvernementales (ONG) locales de l'approvisionnement en eau, un sujet ultra-sensible dans la région (voir *Un seul monde* n° 1/2000).

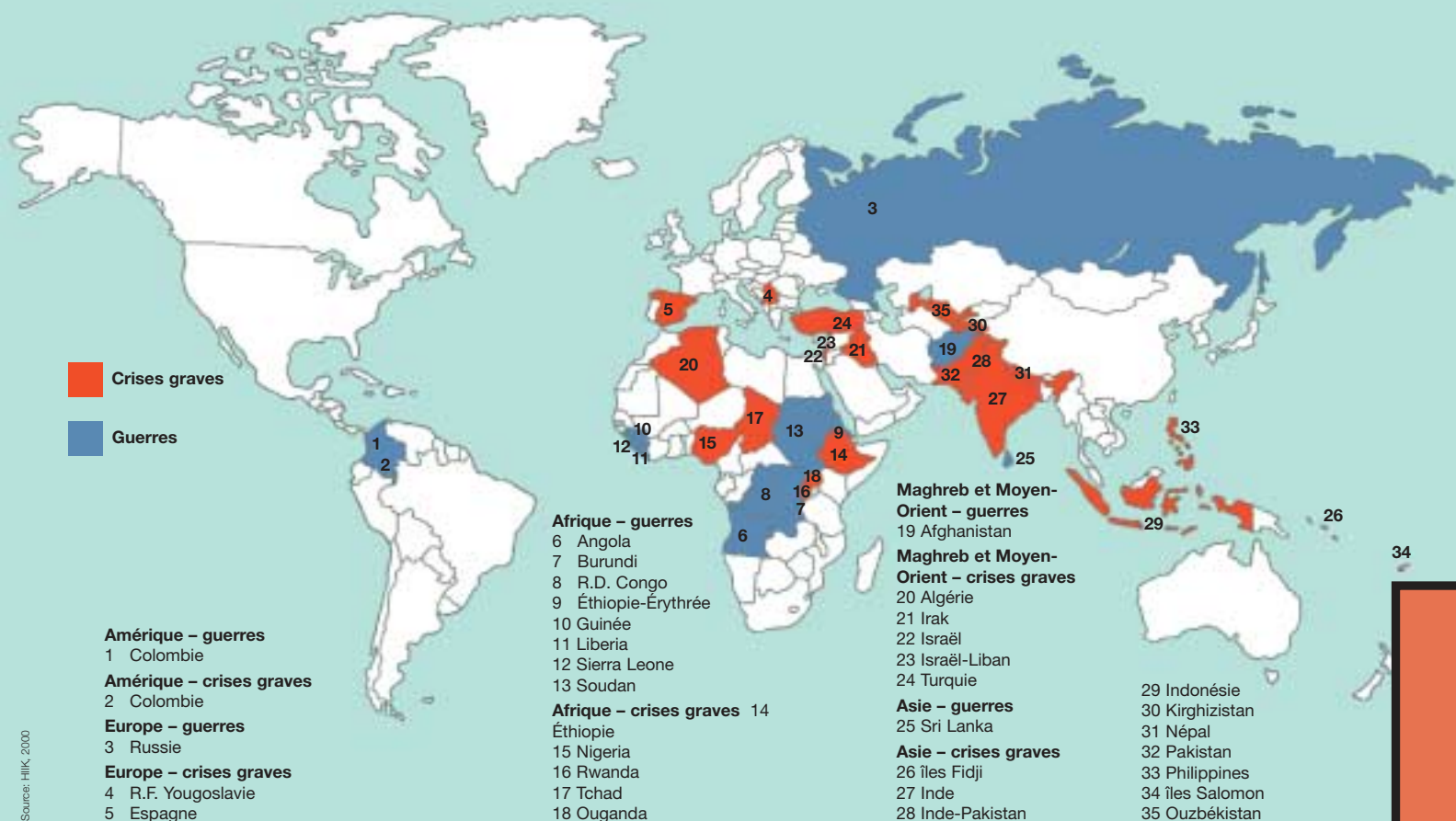
Sur le plan interne, les bureaux de coordination de la DDC ont le devoir de rédiger annuellement (plus souvent dans les régions en crise) un rapport sur la situation dans le pays d'activité. Cela permet de déceler le plus tôt possible d'éventuelles sources de conflits. En collaboration avec la Fondation

suisse pour la paix, on s'emploie par ailleurs à perfectionner le système de détection précoce des conflits, élaboré en 1998 déjà. Ce système produit des rapports trimestriels sur les régions politiquement instables dans lesquelles la DDC est active.

La détection et la prévention constituent des aspects essentiels lorsqu'il s'agit d'œuvrer pour la paix. Si l'on parvient à cerner un conflit suffisamment tôt et à le traiter de manière adéquate, cela augmentera d'autant les chances d'éviter une explosion de violence. Et si les hommes apprennent qu'il existe d'autres moyens que la force pour résoudre des problèmes, cela contribuera à créer les conditions d'un monde plus pacifique et plus juste. La vision de Günther Bächler : « Nous devons apprendre aux individus à ne pas céder aux conflits, à mieux tolérer leurs frustrations. Il faut que les gens acquièrent une nouvelle culture quant à la manière de régler des différends, ce qui demande du temps. En Europe, cela nous a pris des siècles, mais nous y sommes arrivés. » ■

(De l'allemand)

Atlas des conflits violents



Autres activités en Suisse

Les efforts politiques entrepris par la Suisse dans le domaine de la paix ne se limitent pas à la coopération au développement : afin de pouvoir réagir plus vite et plus efficacement à des situations de crise, la Division politique IV du DFAE est en train de centraliser, d'augmenter et de professionnaliser le pool d'experts qui peuvent être déployés dans le cadre d'actions internationales de maintien de la paix. Le but est d'avoir en moyenne une centaine d'experts suisses en mission civile de paix auprès d'organisations internationales. Le Conseil fédéral a en outre créé un poste d'ambassadeur spécialement chargé des conflits. Ce diplomate, entré en fonction au printemps 2001, peut être envoyé en mission n'importe où dans le monde lors de crises aiguës. Du point de vue thématique, la Suisse s'engage surtout dans des domaines tels que l'État de droit, la décentralisation et la répartition du pouvoir, les médias et l'information, ainsi que l'analyse du passé (Cour pénale internationale, commissions vérité, apaisement de traumatismes, etc.).

Centre pour la promotion de la paix

« La Suisse est un petit pays qui peut jouer un grand rôle pour la paix grâce à sa position particulière », observe Thania Paffenholz, spécialiste en études sur la paix. Elle dirige le Centre pour la promotion de la paix, fondé en mars dernier, dont le but est de soutenir le rôle constructif de la Suisse dans le règlement de conflits internationaux. Porté par le DFAE et différentes associations d'entraide suisses, rattaché à la Fondation suisse pour la paix, à Berne, le centre a pour fonction de susciter des synergies entre divers acteurs étatiques et non étatiques, nationaux et internationaux, dans le domaine de la promotion de la paix. Il sert d'organe de réflexion, fournit des experts, gère une vaste banque de données concernant le travail en faveur de la paix et entretient activement des liens avec d'autres institutions analogues. Le centre comprend un groupe de travail « Coopération au développement et promotion de la paix ». Celui-ci doit notamment cerner les besoins d'une « coopération sensible aux conflits », à l'aide d'une documentation sur les expériences faites dans ce domaine.

Une fenêtre sur l'espoir

Les âpres négociations entre les parties au conflit burundais auront duré 28 mois. Elles ont fini par aboutir en août 2000 à un accord de paix qui, à ce jour, n'est toujours pas entré en vigueur. Pourtant, le politologue suisse Julian Hottinger reste optimiste.

(gn) On a beaucoup crié et juré, on a mené la vie dure aux responsables des négociations. Certains jours, les séances ont duré entre 12 et 18 heures. Environ 70 personnes étaient présentes. Elles représentaient 17 (puis 19) groupes d'intérêts, dont chacun luttait pour son existence future au Burundi. Au début, aucune des parties au conflit ne voulait en reconnaître une autre – et encore moins la respecter ou l'écouter.

«Nous avons passé 750 heures en assemblée plénière, une des épreuves les plus dures auxquelles j'aie jamais participé», résume le politologue et médiateur suisse Julian Hottinger. Il a dirigé avec le Sud-Africain Nicholas Haysom une des quatre commissions qui ont élaboré l'accord de paix du Burundi en 28 mois de disputes et de négociations. La commission de M. Hottinger portait sur la démocratie et la bonne gestion des affaires publiques. Elle devait trouver les moyens de mettre en œuvre ces principes sous une forme qui soit

non seulement adaptée au Burundi, mais aussi acceptable et réalisable.

L'engagement suisse dans ce processus de paix avait commencé au printemps 1998 : un atelier avait été organisé par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) en collaboration avec l'Institut du fédéralisme de l'Université de Fribourg et deux ONG suisses. Des représentants de toutes les parties burundaises (y compris des membres du gouvernement et du parlement) avaient été invités à Morat. C'est la première fois qu'ils étaient assis à la même table.

Négociations laborieuses

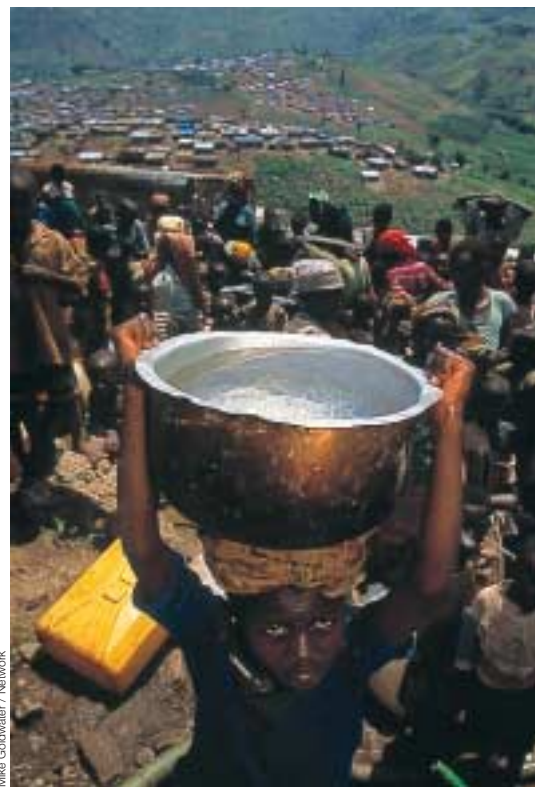
À l'époque, il ne s'agissait pas encore de négociations de paix – les parties en présence étaient bien trop divisées pour que l'on puisse aborder directement ce sujet. Mais on avait fait un premier pas : les acteurs avaient évoqué ensemble, ne serait-ce que sur un plan académique, les différents modèles de résolution du conflit. «On nous a souvent demandé : mais pourquoi précisément le Burundi?», se souvient Julian Hottinger. «Il s'agissait d'ouvrir une fenêtre sur l'espoir. Nous pensions alors qu'un accord de paix au Burundi était de l'ordre du possible et que cela pourrait avoir des conséquences positives sur la situation délicate régnant dans cette région.»

Bien vite, on s'est aperçu que la résolution de ce conflit serait nettement plus difficile à réaliser que ce que l'on avait imaginé. Les négociations ont débuté officiellement en été 1998. Elles étaient conduites par le charismatique Julius Nyerere, ancien président de la Tanzanie, avec l'appui d'experts africains, canadiens et européens. Mais le processus s'enlisait constamment, il a même été sur le point d'échouer à l'automne 1999, avant la mort de Julius Nyerere. Puis le nouveau chef des négociations, le Sud-Africain Nelson Mandela, a appelé les parties à la raison et donné un nouvel élan au processus de paix.

Après la conclusion des négociations en assemblée plénière, les délégués de la commission de Julian Hottinger ont formé plusieurs groupes de travail pour finaliser les modalités de l'accord de paix. Les médiateurs étrangers sont intervenus le moins possible dans la difficile recherche du consensus, lais-

Trois ethnies

Avec ses 28 000 km² et ses 6 millions d'habitants, le Burundi est l'un des pays les plus petits et les plus densément peuplés d'Afrique. Plus de 90 pour cent de sa population vit de l'économie de subsistance ; ressources insuffisantes et pauvreté ont beaucoup contribué au conflit ethnique qui a dégénéré dans la violence au cours des années 90. Trois ethnies sont présentes au Burundi : les Tutsis (14 %) et les Hutus (85 %) se sont toujours disputé le pouvoir politique, tandis que les Twas (1 %) sont très marginalisés. On espère maintenant que l'accord de paix d'Arusha apportera la base d'un équilibre entre ces groupes ethniques.



Mike Godwater / Network



Mike Goldwater / Network

« Je ne crois pas que l'on puisse exporter des modèles. Nous pouvons observer comment des conflits ont été résolus ailleurs et peut-être en tirer certaines leçons. Mais vouloir utiliser simplement le modèle de la démocratie suisse pour résoudre les problèmes du Burundi, cela ne marcherait jamais. »

Julian Hottinger, politologue et médiateur

sant s'affronter les groupes directement concernés. Pour les anciens ennemis chargés de négocier, ce débat constructif a été un nouveau pas vers la résolution du conflit. « Personne ne sort indemne d'un tel processus », affirme M. Hottinger.

Groupes rebelles

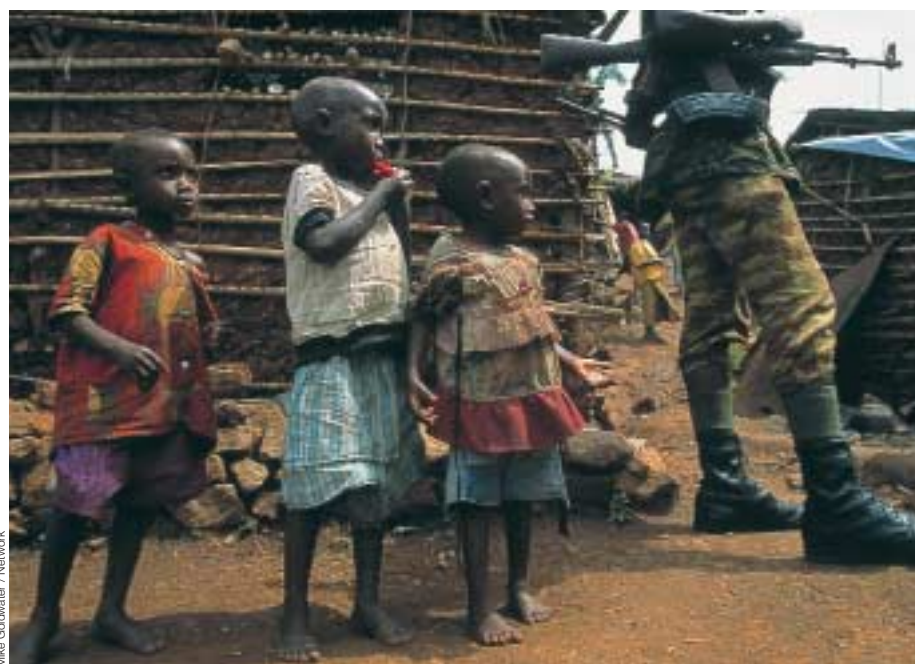
Le texte qui a finalement été signé par tous les négociateurs en août 2000 à Arusha (Tanzanie) est bien davantage qu'un accord de paix. Dans ce document de 470 pages, la population du Burundi a défini pour la première fois ses propres visions pour l'avenir du pays. Étant donné que les parties ont élaboré elles-mêmes cet accord, Julian Hottinger a l'espoir qu'il sera effectivement mis en œuvre. Même si, pour l'instant, on ne semble pas en prendre le chemin. Deux groupes dissidents s'opposent toujours à l'accord de paix, ils continuent de semer la peur, la désolation et la mort dans le pays. Leurs agissements témoignent de la situation extrêmement complexe qui caractérise cette région : les rebelles sont lourdement armés du fait de leurs liens avec les protagonistes du conflit qui se déroule dans le Congo voisin.

Il est évident que la sécurité et la stabilité du petit Burundi dépendent étroitement de l'évolution suivie par les pays voisins, en particulier le Rwanda, l'Ouganda et la République démocratique du Congo. L'accord de paix d'Arusha apparaît dans ce contexte comme une pièce de la mosaïque, un simple élément de la pacification de toute la région. Mais le Burundi ne pourra pas évoluer aussi longtemps que les deux groupes rebelles encore actifs ne se soumettront pas à l'accord de paix. Sans une mise en œuvre de ce texte, on ne peut espérer ni une reconstruction à long terme, ni un travail de développement durable.

Les pays donateurs (dont la Suisse) ont annoncé en décembre 2000 la mise à disposition de fonds totalisant 440 millions de dollars pour l'application de l'accord de paix, la reconstruction et le développe-

ment du Burundi. C'est un bon point de départ, remarque M. Hottinger. Bien que tout semble bloqué pour le moment, il est persuadé que le Burundi saura faire le pas : « Ici, tout le monde a souffert, personne n'a été épargné. Pendant le processus de paix, les habitants ont eu l'occasion de réfléchir ensemble à leur avenir. Et quand une société commence à s'occuper de l'avenir, c'est qu'il y a de l'espoir. » ■

(De l'allemand)



Mike Goldwater / Network

La pauvreté cousine de la guerre ?

Quantité d'organisations et d'experts travaillent à différents niveaux dans le domaine du maintien de la paix et de la prévention des conflits. L'ambassadrice suédoise Marika Fahlén s'occupe du thème « sécurité et développement », notamment dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Interview : Gabriela Neuhaus.

Marika Fahlén est ambassadrice pour les questions humanitaires au ministère des affaires étrangères de Suède. Son expérience dans le domaine du développement et du travail humanitaire, elle l'a acquise notamment au sein de la Croix-Rouge, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). De 1998 au printemps 2001, Mme Fahlén a présidé le groupe d'étude informel du Comité d'aide au développement (CAD), qui a élaboré les Lignes directrices sur les conflits, la paix et la coopération pour le développement, parues en 1997. Ce texte a été complété par un rapport intitulé *Contribuer à prévenir les conflits violents – Orientations à l'intention des partenaires extérieurs*, qui a été approuvé par les membres du CAD en avril dernier lors d'une réunion à haut niveau. C'est également en avril que l'Italie a repris la présidence du groupe d'étude, dont la Suisse est un membre actif.



Peter Stäjer

Colombie 2000

Un seul monde : Comment définissez-vous la notion de paix et comment ont évolué les besoins ces dernières années en matière de sauvegarde de la paix ?

Marika Fahlén : La paix, c'est quand les habitants d'une région jouissent d'une protection sûre contre la violence, les menaces physiques, la peur. Cette idée de la paix comporte un aspect qualitatif qui va bien au-delà de l'absence de guerre. La paix risque d'être brève si elle ne peut pas amener les populations affectées à avoir confiance dans la loi, la sécurité et dans de nouvelles possibilités de développement. La paix est une condition du développement, mais elle n'est pas synonyme d'après-guerre. Il faut du temps pour s'attaquer au réseau complexe des facteurs de violence. La paix elle-même n'est pas simplement un événement, c'est aussi un processus qui englobe la justice, le développement et la bonne

gestion des affaires publiques. Le développement économique et social qui est censé s'instaurer après des hostilités revêt une telle importance que les accords de paix doivent être plus explicites sur ses dimensions.

Qu'est-ce qui caractérise les conflits armés d'aujourd'hui ?

Les motifs politiques des belligérants sont peu clairs et semblent parfois inexistantes. La brutalité a atteint des sommets incroyables et les protagonistes de ces guerres anarchiques recourent bien trop souvent à la terreur. Les conflits violents sont même devenus un business. Ils ont suscité une économie irrégulière qui exploite des richesses naturelles, comme les diamants et le bois d'œuvre, ou des produits tels que la drogue et les armes légères. Le bénéfice ainsi réalisé alimente les conflits et finit même par devenir leur véri-

table objectif. Il sera extrêmement difficile d'assurer un développement pacifique de ces pays sans y restaurer les conditions permettant une gestion démocratique de l'État et sans remettre le développement sur ses rails. C'est là un défi, mais si l'on ne parvient pas à comprendre et à contrer la dynamique des conflits violents, leurs acteurs et leurs victimes auront tendance à s'isoler, ce qui est contraire aux intérêts de la paix, de l'humanité et du développement.

Pourquoi la sauvegarde de la paix et la prévention des conflits occupent-elles une place toujours plus importante dans la coopération au développement ?

Étant donné l'instabilité des situations dans lesquelles l'aide entre en jeu, il serait contre-productif de ne pas adapter ses méthodes et ses instruments aux nouveaux besoins et aux possibilités de renforcer la paix, alors que l'on est à même d'apprécier les risques encourus. Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE s'est intéressé à la fois au potentiel et aux dangers de l'aide. Il a élaboré des lignes directrices, entrepris des études de cas, réalisé des tours d'horizon thématiques et tenu des consultations informelles avec des représentants de nombreux pays déchirés par la guerre, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Le CAD entre maintenant dans une nouvelle phase : une de ses tâches sera de tester dans la pratique les principes énoncés.

Dans quelle mesure le maintien de la paix et le développement sont-ils liés ? En d'autres termes, y a-t-il une corrélation entre guerre et pauvreté ?

Le lien entre pauvreté et conflits n'est pas direct. Il serait simpliste d'affirmer que c'est la misère qui cause les guerres. Les pauvres sont rarement les instigateurs d'affrontements violents, mais ce sont eux, sans aucun doute, qui en souffrent le plus. Il est certain que les conflits appauvrissent les populations affectées, anéantissent des possibilités de développement et désorganisent les sociétés. On observe une corrélation étroite entre les facteurs agissant sur le risque de conflit et la structure de la pauvreté, notamment le degré d'exclusion à caractère ethnique ou géographique, le niveau d'injustice et les inégalités telles qu'elles sont perçues. Il apparaît que certains aspects clés du développement comportent un fort potentiel de conflits : l'absence d'accès à l'éducation et la pénurie d'emplois, combinées à une économie en déclin qui dépend d'exportations limitées à un seul produit. Les acteurs du développement seraient bien inspirés de s'inté-

resser à la manière dont les jeunes gèrent leurs frustrations face aux blocages économiques. Il est important de promouvoir un environnement qui offre aux jeunes des perspectives d'avenir.



Cambodge 1992

Quel est le rôle de la communauté internationale et de ses experts dans le processus de paix ?

Toute menace qui pèse sur la paix et la sécurité – en particulier sur la sécurité des personnes – préoccupe la communauté internationale. De plus en plus de liens se nouent entre les multiples instruments destinés à résoudre ces situations, que ce soit à l'ONU, dans l'Union européenne ou dans les administrations nationales. Le CAD a mis l'accent sur la nécessité d'une cohérence accrue entre différents domaines politiques : aide humanitaire, droits de l'homme, diplomatie, commerce ou coopération au développement. Simultanément, nous devons mettre en garde contre la politisation d'interventions humanitaires ou contre les actions militaires et politiques qui se prétendent humanitaires. Bien que chaque domaine ait des caractéristiques propres, nous pourrions rechercher une vision et des objectifs communs, une meilleure compréhension réciproque. ■

(De l'anglais)

Liens

Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE : www.oecd.org/dac/

Rapport *Contribuer à prévenir les conflits violents*, complément aux Lignes directrices du CAD sur les conflits, la paix et la coopération pour le développement : www.oecd.org/dac/pdf/G-conf-f.pdf



HORIZONS

Gonzalez / latif (7)



Grogne sociale dans un pays à la dérive

La spirale de l'endettement, une inflation galopante et la dollarisation menacent d'étouffer l'Équateur. Quatre habitants sur cinq – surtout les Indiens – ne peuvent plus couvrir leurs besoins essentiels. Tandis que des pressions internationales s'exercent sur le gouvernement pour qu'il rétablisse l'équilibre budgétaire, la population appauvrie réclame toujours plus fort une politique sociale à visage humain. De Michèle Laubscher*.

Keystone



Mars 2000, Quito, capitale de l'Équateur. Au marché de la vieille ville, on parle du passage au dollar, qui doit remplacer quelques jours plus tard la monnaie locale, le sucre. Cette perspective met en émoi marchands et clients. «Ne me parlez pas du dollar! Je ne veux rien savoir», s'énervait Gonzalo, vendeur de boissons, en se lançant pourtant dans un calcul: «Aujourd'hui, pour un verre de jus de fruit, je demande 4000 sucres, soit l'équivalent de 16 cents. Mais la plus petite pièce de monnaie américaine est celle de dix cents. Que faire? Si je descends le prix à dix cents, je travaille à perte. Je vais devoir l'augmenter à 20 cents, soit 5000 sucres. Les prix vont donc grimper dans tout le pays. Le dollar ne nous causera que des problèmes.»

Aujourd'hui, alors que le dollar sert de monnaie officielle depuis plus d'une année, on constate que les craintes de Gonzalo étaient justifiées. La dollarisation était censée remédier à toute une série de problèmes: freiner l'inflation galopante, stabiliser les prix, reconquérir la confiance des investisseurs et des créanciers étrangers. Il n'en a rien été! L'an dernier, l'inflation a atteint le niveau record de 91 pour cent et l'objectif de la maintenir à 30 pour cent cette année se révèle d'ores et déjà irréaliste. Les investisseurs attendent toujours et les bailleurs de fonds sont tout sauf rassurés. Mais il y a pire: la dollarisation ne fait qu'aggraver l'endettement de l'Équateur. Le pays ne peut pas émettre lui-même des dollars. Dès lors, il doit trouver des

devises non seulement pour payer le service de sa dette, mais aussi pour alimenter sa masse monétaire. Il n'y parvient qu'en s'endettant davantage.

Ceux qui le peuvent s'en vont

Les causes de cette débâcle ne datent pas d'hier. Depuis sa création, en 1830, l'Équateur a connu une histoire chaotique: dictatures, rébellions militaires, conflits avec le Pérou, tensions internes et crises gouvernementales à répétition. Les rares progrès sociaux, réalisés grâce aux revenus du pétrole dans les années 70, n'ont pas duré.

«On dit généralement que les années 80 ont été une décennie perdue pour l'Amérique latine. Dans le cas de l'Équateur, les années 90 ne valent guère mieux», déclare Michael Ayala Woodcock, représentant local du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il évoque la sécheresse et les intempéries provoquées par le phénomène climatique El Niño, la baisse des prix des principaux produits d'exportation (pétrole, bananes et café) sur les marchés mondiaux et le conflit frontalier avec le Pérou. L'Équateur a continué à s'endetter; l'argent emprunté ne servant qu'à payer le service de la dette et à alimenter la corruption. L'État a injecté plus d'un milliard de dollars dans des banques privées à l'agonie.

Une caste politique corrompue a conduit le pays à la ruine. La dette extérieure, qui se monte à 11 milliards de dollars, correspond pratiquement au produit intérieur brut et le paiement des intérêts engloutit près de la moitié des dépenses publiques. Cette montagne de dettes cache une misère criante. Dans une population de 12,5 millions d'habitants, quatre personnes sur cinq ne sont pas en mesure de couvrir leurs besoins vitaux et une personne sur deux vit avec moins d'un dollar par jour. Les crédits internationaux n'ayant pas été

L'objet de tous les jours

Le dime

L'an dernier, tous les Équatoriens n'ont pensé qu'à elle. Elle ? La pièce de dix cents américains ou *dime*. La plus petite division de la nouvelle monnaie a bouleversé le secteur micro-économique, car elle a mis fin, d'un jour à l'autre, à une fixation très subtile des prix. Pour des gens qui ont moins d'un dollar (25 000 sucres) par jour pour vivre, la différence entre 1000 et 2500 sucres est énorme. Or, aujourd'hui, rien ne coûte moins de 2500 sucres, soit 1 *dime*.

investis dans le secteur social, chaque dollar destiné au service de la dette fait défaut dans le système éducatif, le domaine de la santé et l'assurance vieillesse. Ceux qui le peuvent préfèrent partir (3,3 millions d'Équatoriens vivent à l'étranger). Pour ceux qui restent, la lutte pour la survie devient toujours plus rude.

Indigènes discriminés

Dans les faubourgs d'Ambato, une ville du centre du pays, le médecin Carlos Rojas décrit les conséquences de la crise : « Sur 100 000 habitants, nous dénombrons plus de 500 cas de tuberculose, soit plus qu'en Haïti ou en Afrique centrale. Faute d'équipements sanitaires, il nous est impossible de venir à bout de maladies pourtant faciles à soigner, comme la diarrhée et les infections respiratoires. Environ 70 pour cent des enfants sont sous-alimentés. À la campagne, il y a un médecin pour 26 000 habitants. Les conditions seront bientôt identiques à celles qui prévalaient il y a 30 ou 40 ans. » La part du budget de l'État consacrée au domaine de la santé s'est réduite de 15 à 3 pour cent au cours des 20 dernières années.

Selon le Dr Rojas, les jeunes sont les plus mal lotis : « L'alcoolisme et la violence ne sont pas les seuls fléaux en augmentation. Le suicide est devenu la principale cause de décès chez les femmes de 15 à 35 ans et la deuxième chez les hommes du même âge. Ils ont si peu de perspectives. C'est un véritable ethnocide. »

Le médecin parle d'ethnocide (destruction d'un groupe ethnique), car la région est surtout peuplée d'indigènes. Selon les régions, ceux-ci représentent entre un tiers et la moitié de la population. Certes, la Constitution définit l'Équateur comme une nation pluriculturelle et garantit le droit à un enseignement bilingue. Mais dans la vie quotidienne, les Indiens sont toujours victimes de discriminations : sur le marché du travail, dans les hôpitaux, les écoles, etc.

Le mérite de la reconnaissance officielle des Indiens et de leur culture revient à la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE). Fondée en 1986, elle est devenue la plus grande force mobilisatrice dans un pays où la corruption et les copinages ont miné la crédibilité de la politique et des partis. Dans un premier temps, la CONAIE s'est concentrée sur des préoccupations ethniques, puis, après divers succès, elle a étendu ses activités à un contexte social et politique plus large. Son opposition au néolibéralisme rencontre un écho favorable au sein de la population ; ses appels au blocage de routes, à la grève générale ou à des manifestations sont largement suivis.

Président renversé

Au cours des dernières années, ce mécontentement populaire a maintenu une pression suffisante pour que soient refusées ou du moins allégées les mesures exigées par les créanciers et les investisseurs internationaux. Ainsi, en février dernier, un soulèvement a empêché le gouvernement d'augmenter autant que prévu les prix du gaz, du carburant et des transports publics.

En revanche, les protestations conduites par la CONAIE n'ont pas réussi à empêcher la dollarisation de l'économie. Elles ont atteint leur apogée en janvier 2000, provoquant la chute du président Jamil Mahuad, qui a été remplacé par le vice-président Gustavo Noboa. Mais ce dernier a poursuivi les plans proclamés par son prédécesseur.

Le gouvernement Noboa est aujourd'hui dans l'impasse. Les créanciers, Fonds monétaire international (FMI) en tête, maintiennent la pression et exigent de lui des mesures radicales pour rééquilibrer le budget national et rétablir la solvabilité de l'Équateur. Sans ces mesures, il n'y aura pas de négociations avec le Club de Paris, pas d'argent frais ou de garanties du FMI, pas de nouveaux prêts pour poursuivre l'introduction du dollar. Cependant, le gouvernement ne pourra pas imposer des privatisations, couper les subventions et réaliser des économies contre la volonté de la population qui réclame avec toujours de plus de véhémence une véritable politique sociale et une autre politique économique. Pour l'heure, nul n'est en mesure de dire si le gouvernement Noboa trouvera une troisième voie. Mais il est condamné à la trouver. Et vite. ■

** Michèle Laubscher travaille comme journaliste indépendante en Amérique latine depuis plusieurs années. Elle est basée à Buenos Aires.*

(De l'allemand)

La Suisse et l'Équateur

Promouvoir l'autonomie des pauvres

(bf) Depuis qu'elle a commencé à coopérer avec l'Équateur, en 1969, la Suisse a concentré ses activités sur les hauts plateaux andins. C'est là que vivent, dans des conditions très difficiles, les populations rurales les plus pauvres. Les groupes qui souffrent le plus de la misère sont les indigènes, en particulier les femmes et les enfants. Les projets de coopération – avec un budget annuel d'environ 10 millions de francs – ne visent pas seulement à répondre aux innombrables besoins du pays, mais cherchent à mettre en valeur le potentiel de développement autonome des populations pauvres. Tous les projets veillent à ancrer les principes de bonne gestion des affaires publiques, que ce soit par le biais de la lutte contre la corruption et de la décentralisation ou dans le cadre de campagnes d'information et de sensibilisation.

Le programme s'est donné les quatre priorités suivantes :

Agriculture durable et gestion des ressources naturelles : Le but est d'offrir à des groupements de paysans organisés un accès aux moyens de production (terre, irrigation, technologie, crédits, formation) et au marché. Dans le même temps, il

s'agit d'exploiter plus efficacement et de mieux protéger les ressources naturelles.

Lutte contre la pollution : L'accent est mis sur l'aide à la planification et à la mise en œuvre de mesures de protection de l'environnement. Il s'agit notamment de promouvoir des technologies permettant de réduire les émissions nocives et d'améliorer le traitement des déchets dangereux.

Promotion des petites et moyennes entreprises : La formation professionnelle, l'accès au crédit et le développement d'entreprises axées sur le marché devraient améliorer les conditions de travail et le revenu des groupes de population les plus défavorisés.

Aide humanitaire : Aide en cas de catastrophe et soutien à la prévention de catastrophes naturelles.

Faits et chiffres

Nom
République de l'Équateur

Régime
Démocratie

Capitale
Quito

Superficie
283 560 km²
(276 840 km² de terres et 6 720 km² d'eau, y compris les îles Galápagos)

Population
12,9 millions d'habitants

Groupes ethniques
Métis (Indiens et Espagnols) : 65 %
Indiens : 25 %
Blancs (origine hispanique et autre) : 7 %
Noirs : 3 %

Langues
Espagnol (langue nationale), quechua, shuar et d'autres langues indigènes

Religion
Catholiques : 95 %
Diverses Églises protestantes

Secteurs d'activité
Agriculture : 14 %
Industrie : 36 %
Services : 50 %

Espérance de vie
69,5 ans

Analphabétisme
11,1 %

Principaux biens d'exportation
Pétrole, bananes, crevettes, café, cacao, poisson

Croissance économique
-8,8 %

Repères historiques

La présence humaine en Équateur est vraisemblablement antérieure à l'an 3500 avant l'ère chrétienne. Des cultures régionales se sont développées sur la côte et dans les montagnes entre 600 avant J.-C. et 550 après J.-C.

1543	Conquis par les Espagnols, le territoire de l'actuel Équateur devient l' <i>audiencia</i> de Quito et il est soumis à la vice-royauté du Pérou.
1822	Libéré de la tutelle espagnole, l'Équateur s'unit à la Colombie et au Venezuela pour former la Grande-Colombie.
1830	Proclamation de l'indépendance par le général Juan José Flores.
1861	L'élection de Gabriel García Moreno à la présidence marque le début d'un régime dictatorial.
1875	Assassinat du président Moreno. D'innombrables révolutions marquent les décennies suivantes et provoquent des situations anarchiques qui entravent le développement économique.
1920	La fin du boom du cacao provoque une grave crise gouvernementale.

1925-1945	Durant cette période, 23 présidents se succèdent.
1941-1942	L'armée péruvienne envahit le sud du pays et l'Orient. L'Équateur doit céder presque la moitié de son territoire.
10.8.1979	Fin de la dernière dictature militaire.
1984	Le président León Febres Cordero introduit une politique économique libérale.
3.6.1990	Le premier grand soulèvement des indigènes paralyse le pays pendant dix jours.
1991-1995	Nouveau conflit frontalier avec le Pérou.
1997	En février, une mobilisation populaire oblige le président Abdalá Bucaram à s'exiler au Panama. Le président du Congrès, Fabián Alarcón, assure l'intérim jusqu'aux élections de 1998.
21.1.2000	Les protestations contre la dollarisation entraînent la chute du président Jamil Mahuad. Le vice-président Gustavo Noboa prend le pouvoir et impose le dollar comme monnaie nationale.



La femme aux yeux de plastique



Martha Moncada dirige en Équateur, son pays natal, le fonds de contrepartie Suisse-Équateur. Elle a étudié les langues, la linguistique, l'économie ainsi que les sciences politiques et sociales. Elle vit avec son mari et ses deux enfants loin de Quito, la capitale, à la frontière entre le monde moderne et le monde traditionnel de l'Équateur.

Il y a deux ans, j'ai visité une communauté andine de la province du Chimborazo, dans la Cordillère centrale de l'Équateur. La communauté, constituée de familles indigènes, vit sur un haut plateau dénudé à plus de 3500 m d'altitude. Le paysage est inhospitalier, la végétation quasi inexistante, les rares arbres qui survivent ça et là sont rachitiques; seule la paille impose sa présence.

Lorsqu'on arrive au village, l'air se raréfie. On peine à respirer et on ressent une légère crainte. Mais l'appréhension est momentanée. Cette communauté est la preuve vivante qu'il est possible de mener une existence pleine de joies et d'espoirs malgré toutes les difficultés et les privations, malgré l'altitude, le froid et le vent (qui souffle en vous lacérant la peau).

La désolation du paysage, la rigueur du climat et la situation précaire de la communauté contrastent grandement avec la générosité des habitants. Dès qu'elles ont aperçu des visiteurs s'approcher, les femmes ont commencé de préparer à manger avec les rares produits qui poussent encore à cette altitude.

Pendant que le repas s'organisait, nous avons décidé de visiter les lieux en compagnie de plusieurs villageois. Le haut plateau est si vaste qu'il semble infini. Mais on distingue au loin des sommets encore plus élevés que les hauteurs où se trouve la communauté.

Les vents violents et la poussière qu'ils soulevaient nous obligeaient à nous couvrir le visage en permanence. À vrai dire, pour nous, habitants de l'Équateur urbain, il n'y avait pas moyen de se protéger efficacement. Mes yeux étaient remplis de poussière. Mes verres de contact me faisaient de plus en plus mal; l'un d'eux a fini par se détacher. Comme je sentais que la lentille allait tomber, j'ai placé ma main sous mon œil afin de la recueillir et d'éviter qu'elle ne soit emportée par le vent. Les villageois, qui suivaient mes mouvements avec curiosité, remarquèrent que quelque chose avait sauté hors de mon orbite. Ils pensaient que j'avais perdu un œil. Aucun d'eux n'avait vu un verre de contact auparavant et ils étaient extrêmement surpris de voir quelque chose se détacher de mon visage. D'après mes gestes et mon attitude, ils comprirent que c'était une chose précieuse pour moi. Je leur expliquai qu'il s'agissait d'une lentille permettant de corriger ma vue déficiente, que cela remplaçait des lunettes. Toutefois, ils ne comprenaient pas comment une chose aussi minuscule pouvait me permettre de voir avec netteté. Ils avaient encore plus de difficulté à comprendre que ce petit élément posé à la surface de mon œil ne me cause pas une douleur insupportable.



Vue d'art. / Hall. Hooghe / Hago Smeele

Les villageois ont été encore plus éberlués lorsque j'ai décidé de replacer le verre de contact sur mon œil. Ils n'en revenaient pas. Je me tenais debout au beau milieu d'un éboulis et j'ai entendu un grand «Oh!» lorsque j'ai approché mon doigt de l'œil pour remettre la lentille en place. «Faites voir!», demandaient-ils. «S'il vous plaît, ouvrez bien l'œil, que l'on voie mieux.»

Tandis que je maintenais mon œil droit grand ouvert avec mes doigts, ils défilaient devant moi. Ils ne pouvaient pas croire que la petite chose qu'ils avaient vue dans ma main avait maintenant presque disparu à l'intérieur de l'œil. Cela les épatait. «La femme aux yeux de plastique», commentaient-ils. J'étais abasourdie. Je n'arrivais pas à croire que dans mon pays, à notre époque, des gens ne connaissent pas un article aussi courant que des verres de contact. Mais comment auraient-ils pu en connaître l'existence? Les lentilles sont issues d'une technologie complexe, très éloignée de la réalité de nombreux Équatoriens qui n'ont même pas de l'eau potable dans leurs foyers et qui sont privés de tout accès au confort occidental. À quel moment l'histoire s'est-elle arrêtée pour ces communautés pauvres d'Équateur? ■

(De l'espagnol)



Réinventer l'aide aux pays les moins avancés

Il faudrait plutôt parler de pays les plus défavorisés : les 49 pays les moins avancés, ou PMA, ont en effet ceci de commun que leur développement se heurte à des obstacles particulièrement lourds – climat extrême (pays du Sahel), inondations fréquentes (Bangladesh), topographie difficile (Népal, Bhoutan, Afghanistan), ressources naturelles saccagées par l'histoire (Haïti), isolement (petites îles du Pacifique), etc.

En mai dernier s'est tenue à Bruxelles la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, vingt ans après la première conférence qui s'était tenue à Paris en 1981. Les participants ont dû constater l'échec presque total des efforts entrepris jusqu'ici. Triste bilan. D'une manière générale, les conditions de vie de ces pays ne se sont guère améliorées et restent misérables, la distance par rapport aux autres pays en développement ne cesse de croître, l'indépendance économique reste un mirage. Il faut bien sûr nuancer : le Mali ou le Burkina Faso ont connu des progrès modestes mais certains dans la maîtrise de l'eau, l'alimentation, les infrastructures de transport ou de communications. Ces progrès sont cependant surtout dus à l'aide extérieure, alors que la base économique propre reste modeste et fragile. Par contraste, d'autres PMA ont connu une véritable descente aux enfers : Somalie, Rwanda, Sierra Leone, Liberia, Afghanistan. De très rares pays, comme le Mozambique ou le Bangladesh, ont évolué vers un développement indépendant.

Que faire ? Des débats de Bruxelles est clairement ressortie l'inutilité d'une approche dispersée des aides extérieures. Ce qu'il faut, c'est une stratégie commune de tous les acteurs nationaux et internationaux, publics et privés, visant à renforcer les capacités de bonne gouvernance politique et économique des PMA, permettant ainsi de mobiliser

leurs ressources propres, et à leur donner des conditions cadres qui tiennent compte de leurs faiblesses durables : accès préférentiels aux marchés des pays industrialisés et des pays en développement plus avancés, coopération et même intégration régionale, traitement privilégié de la question de la dette, conditions particulières d'intégration au commerce international (ce sont les règles de l'Organisation mondiale du commerce qui doivent s'adapter aux PMA et non l'inverse), flux financiers adéquats. Bref, il faut repenser la stratégie pour ne pas aboutir à de nouveaux échecs.

Et la Suisse, dont la coopération privilégie les PMA en application de la loi sur la coopération de 1976, que peut-elle faire ? Elle doit peut-être apprendre à être moins modeste. Elle a une grande expérience de la situation réelle de ces pays. Son point de vue compte, tant sur place que dans les organisations internationales. Elle doit apprendre à assumer ses responsabilités dans un système global, au lieu de céder à la tentation de trouver des « niches » à la mesure d'une coopération isolée et méfiante des autres partenaires, qu'ils soient nationaux comme les gouvernements des PMA, ou internationaux. ■

Jean-François Giovannini
Directeur suppléant de la DDC

Le ton a changé dans les prisons du Kosovo

Diriger une prison en respectant les règles internationales relatives aux droits de l'homme, cela s'apprend – surtout pour un pays qui sort de la guerre: une formation de plusieurs semaines, notamment derrière les grilles du Schällemätteli, à Bâle, procure à des cadres kosovars les connaissances nécessaires à la mise en place d'un régime carcéral moderne.

(mr) « Les gens qui grandissent avec une médiocre opinion d'eux-mêmes éprouvent souvent un sentiment de honte. Celui-ci peut alors virer de 180 degrés et se transformer en comportement macho », explique le psychologue et formateur d'adultes Willy Nafzger, en portant un regard intense sur ses auditeurs. Le local de formation se trouve dans les combles de la prison de Schällemätteli, à Bâle. Il est plutôt exigu, mais cela ne semble pas gêner les 24 Kosovars présents, des spécialistes de l'exécution des peines. En dépit des fréquentes interruptions nécessaires pour traduire l'exposé de l'animateur suisse, un vif débat s'instaure sur la manière de gérer une prison.

La guerre du Kosovo a pris fin il y a plus de deux ans, mais la situation n'est pas encore entièrement normalisée. Il reste beaucoup à restaurer ou à construire, notamment les prisons et le régime pénitentiaire. Un système carcéral efficace et moderne sera indispensable au rétablissement durable de la sécurité publique au Kosovo.

Formation des cadres

« Après la guerre, la criminalité a énormément augmenté au Kosovo. La tendance à faire usage de la violence est maintenant bien plus forte et elle le restera au moins aussi longtemps que les gens croiront rester impunis. Notre appareil judiciaire tourne par conséquent à plein régime, mais il faut aussi des prisons qui fonctionnent bien, afin d'assurer l'exécution des peines », affirme Veli Gashi, qui travaille dans la plus grande prison du Kosovo, celle de Dubrava, située près d'Istog/Istak. M. Gashi est l'un des 24 cadres pénitentiaires kosovars qui ont suivi la formation de gestion organisée dans le cadre d'un programme de la DDC.

Cette formation comprend un certain nombre de modules qui se sont déroulés ce printemps au Kosovo ainsi qu'une semaine de cours au Schällemätteli. Le programme a mis l'accent sur la gestion, les droits de l'homme, l'éthique, la psy-

chologie et la technique d'entretien. Les participants ont eu l'occasion d'échanger leurs expériences avec des collègues suisses et de visiter plusieurs établissements ouverts.

Qu'y a-t-il donc de différent entre les prisons de Schällemätteli et de Dubrava? « Beaucoup de choses », dit Ilaz Querimi avec un sourire entendu. « Ici, les droits des détenus et les règles sont respectés d'une manière qui n'a rien à voir avec la nôtre. Nous avons des problèmes d'infrastructure, nous devons tout reconstruire. La Serbie a vraiment détruit énormément de choses dans nos prisons. Actuellement, celles-ci n'ont pas la capacité d'accueillir tous les détenus potentiels. »

Bientôt des directeurs kosovars

Actuellement, huit centres de détention sont en service au Kosovo. L'un d'eux est la prison militaire de la Force multinationale de paix au Kosovo (KFOR) et les sept autres relèvent du Service correctionnel du Kosovo, l'autorité pénitentiaire locale. La prison de Dubrava pourra accueillir à l'avenir 520 détenus, alors qu'ils sont actuellement 120. La plupart ont été jugés définitivement et doivent subir de longues peines.

Ce pénitencier est dirigé par le Britannique Jeff Jaspers. De même, tous les autres établissements du Kosovo sont encore placés sous la responsabilité internationale, relève Hans-Jürg Bühlmann, responsable opérationnel du projet. Ces directeurs étrangers seront sans doute remplacés par des directeurs locaux dans le courant de l'année prochaine. Il est très probable que quelques-uns des nouveaux directeurs seront choisis parmi les participants au cours de cadres. Ce transfert à des cadres locaux s'impose lentement, explique M. Bühlmann. En effet, les directeurs internationaux sont généralement engagés pour de courtes périodes de trois à six mois, ce qui permet aux collaborateurs kosovars de se familiariser avec les conceptions de différents pays en matière d'exécution des peines.

La Suisse et les prisons du Kosovo

La Suisse participe depuis un peu plus d'une année à la reconstruction du système judiciaire au Kosovo. Un programme de la DDC a pour objectif de mettre en place un régime pénitentiaire qui soit efficace et conforme aux principes internationaux des droits de l'homme. Il comprend la formation de 24 responsables kosovars. Grâce à la contribution suisse, on a restauré l'hôpital et le centre des visiteurs de la prison de Dubrava. En outre, un éclairage de sécurité a été installé. Ce programme comporte un budget de 950 000 francs pour une durée de 18 mois.



DDC (4)



«L'administration onusienne du Kosovo exige l'application des normes d'Europe occidentale dans les prisons de ce pays», fait observer Hans-Jürg Bühlmann. Pour y parvenir, il faut que le personnel pénitentiaire commence par apprendre un nouveau comportement à l'égard des détenus. La moitié seulement des cadres actuels travaillaient déjà dans ce secteur avant la guerre. En peu de temps, les directeurs internationaux ont suscité un important changement d'attitude, ce qui a sensiblement modifié le climat dans les prisons kosovares. Alors que l'usage de la force à l'égard des détenus était fréquent sous la domination serbe, les employés ont appris de nouvelles stratégies pour désamorcer les situations conflictuelles.

Les méthodes enseignées aux cadres ne seront toutefois pas reproduites telles quelles au Kosovo.

«Ce n'est d'ailleurs pas l'idée du cours», souligne M. Bühlmann. «Nous leur présentons notre façon de gérer une prison, mais c'est à eux de décider ce qu'ils veulent en reprendre et comment ils vont le faire.» Veli Gashi abonde dans ce sens : «Nous appliquerons ce que nous avons appris de la manière qui nous convient.» ■

(De l'allemand)

Petits entrepreneurs en formation

Au Salvador, un marché très concurrentiel et orienté vers l'exportation génère une forte pression sur les petites et moyennes entreprises (PME). Celles-ci doivent combler leur déficit en formation spécialisée si elles veulent respecter les standards de qualité internationaux et améliorer leur productivité. Un programme suisse leur vient en aide.

Un programme d'envergure régionale

À partir de cette année, le programme de promotion des PME concerne deux pays d'Amérique centrale, le Salvador et le Nicaragua. De janvier 2000 à décembre 2002, la DDC y consacre 4,9 millions de francs.

Au Salvador, une phase d'orientation a duré de 1998 à 2000. Près de 1000 femmes et 1200 hommes, issus de 400 entreprises différentes, ont pu suivre des cours de perfectionnement. L'offre en services a été développée et adaptée plus spécifiquement aux besoins des PME. Afin de mieux lier l'offre et la demande, une banque de données regroupe les PME, les consultants et les cours proposés.

Au Nicaragua, une phase d'analyse du marché s'est achevée en juillet 2001. Elle a révélé que les entreprises étaient beaucoup plus petites et informelles qu'au Salvador. Les instruments du programme ont dû être adaptés et les activités dans les secteurs du travail du bois et de l'alimentaire ont maintenant démarré.



Olivia Heusser

(dls) Depuis 1995, Marta Villalta a transformé sa maison, située dans un quartier populaire de San Salvador, en une véritable petite entreprise. Avec son mari et six autres employés, elle fabrique des produits pharmaceutiques et des cosmétiques. Les affaires vont plutôt bien. Grâce à un projet de promotion des PME, Mme Villalta a pu suivre plusieurs cours, notamment sur les normes industrielles respectueuses de l'environnement. Depuis, elle a revu ses processus de production et obtenu l'enregistrement de ses produits comme marques déposées, un sésame précieux pour la commercialisation à l'étranger.

Le projet Proempresa, financé par la DDC et mis en œuvre par Swisscontact, permet aux patrons et employés de petites entreprises de suivre une formation spécialisée. Il subventionne les cours proposés par une trentaine d'écoles et des consultants dans des domaines comme la vente, le marketing,

la gestion d'entreprise ou les langues. Contrairement à d'autres bailleurs de fonds, la Suisse aide les entrepreneurs tout en leur demandant une contribution financière. «C'est une approche nouvelle dans la promotion des PME, le bénéficiaire tend à devenir un client», explique Ruth Huber, chargée de programme pour l'Amérique centrale à la DDC.

Assurer la survie de l'entreprise

Les PME emploient moins de 50 personnes. «On ne peut pas parler de classes moyennes, comme on comprend le terme en Occident. S'ils ne sont pas complètement démunis, ces petits entrepreneurs luttent au quotidien pour assurer la survie de leur entreprise familiale», précise Ruth Huber. Le programme se concentre sur trois secteurs d'activité: l'alimentaire, le travail du métal et les produits chimiques. Ces secteurs ont été retenus car ils permettent de toucher beaucoup de PME et en particulier – pour deux d'entre eux – des entreprises gérées par des femmes. En outre, les patrons sont prêts à investir dans le développement de leur entreprise, ce qui laisse espérer à moyen terme la création de nouveaux emplois. ■



Olivia Heusser / Lookat

Comblent le fossé numérique

(sbs) La DDC est maintenant représentée au comité exécutif du Partenariat pour le Savoir mondial (GKP). Son directeur Walter Fust assume la présidence de ce réseau mondial qui s'efforce de diffuser le savoir et les technologies de l'information au service des pays en développement. Ce qu'il est convenu d'appeler le fossé numérique risque de marginaliser les pays pauvres, de les isoler du reste du monde. C'est pourquoi la Suisse souhaite renforcer la représentation des pays en développement et des populations démunies au sein du GKP. La DDC a d'autres objectifs dans ce contexte : des réseaux régionaux doivent promouvoir la coordination de diverses initiatives visant à combler le fossé numérique ; l'accès au savoir et aux expériences doit être facilité dans le cadre de la coopération au développement ; enfin, il s'agit d'intensifier les initiatives destinées à encourager le savoir local.

Contributions aux ONG

(spc) Dans le cadre de sa politique de soutien aux organisations non gouvernementales (ONG), la DDC est en train de négocier le renouvellement de ses contributions à treize organisations privées de développement et œuvres d'entraide suisses pour la période allant de 2002 à 2004. Ces apports seront affectés à leurs programmes de développement dans le Sud. Ils constituent une des nombreuses facettes de la collaboration entre la DDC et les ONG spécialisées dans le développement ; ils soulignent l'implication des acteurs de la société civile dans la coopération suisse. Leur raison d'être est d'aider ces organisations à atteindre les objectifs qu'elles poursuivent dans les pays partenaires du Sud, de reconnaître le rôle qu'elles jouent dans le travail d'information et de formation en Suisse ainsi que dans la mobilisation de dons privés. Ces subsides, octroyés conformément aux lignes direc-

trices et aux principes de la DDC, sont accompagnés par un dialogue régulier avec les organisations concernées.

Nouveau directeur suppléant

(bf) Depuis le 1^{er} juillet, la DDC a un nouveau directeur suppléant. L'Argovien Remo Gautschi, 57 ans, a été nommé à ce poste par le Conseil fédéral, en remplacement de Jean-François Giovannini, qui prend sa retraite. M. Gautschi est titulaire d'un diplôme d'ingénieur en génie civil de l'EPFZ. Après quelques années passées dans l'économie privée, il a été coordinateur adjoint de la « Swiss Association for Technical Assistance », au Népal. Il est entré au service de la DDC en 1981. Sa « carrière DDC » a commencé au sein de la Section Asie du Secteur de la coopération bilatérale, où il a occupé la fonction de chargé de programme, puis celle de suppléant du chef de la section, avant d'assumer la direction de cette section.

En 1992, il a été nommé sous-directeur et chef de la Division des Services généraux. De janvier 1995 à fin juin 2001, il a été sous-directeur et chef du Secteur pour la coopération avec l'Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants (CEI).

Au fait, qu'est-ce que la cohérence ?

(bf) Le *Petit Robert* définit la cohérence comme un « rapport étroit d'idées qui s'accordent entre elles », une « absence de contradiction ». Cette notion s'applique à différents aspects de la coopération au développement. « Donner d'une main et reprendre de l'autre » : voilà une image qui illustre parfaitement cette problématique. Dans le meilleur des cas, la cohérence consiste à engager tous les instruments dont dispose la coopération au service d'un même objectif, par exemple la réduction de la pauvreté, la lutte contre la corruption ou la protection des ressources naturelles. On parle également de cohérence à propos des différentes politiques nationales ayant des incidences directes sur les pays partenaires de la coopération. Ces politiques peuvent être en harmonie ou en contradiction les unes avec les autres. Ainsi, des conflits d'objectifs entre elles (le fait de poursuivre un but empêche d'en atteindre un autre) conduisent souvent à des situations d'incohérence. En Suisse, pratiquer une politique cohérente à l'égard du Sud consiste essentiellement à harmoniser les politiques adoptées par les diverses instances fédérales dans leurs relations avec les pays en développement.



Krause / laif

Plus d'humilité et plus de dialogue

Depuis quatre décennies, les pays du Nord s'engagent en faveur du développement dans le Sud. Ont-ils réussi à atténuer les inégalités? Mahaman Tidjani Alou, ancien directeur du département Europe au ministère des affaires étrangères du Niger et chargé de cours à l'Université de Niamey, et Walter Fust, directeur de la DDC, se penchent sur l'efficacité de la coopération. Débat animé par Jane-Lise Schneeberger.



François Géri (4)

Walter Fust



Mahaman Tidjani Alou

Un seul monde : La pauvreté augmente dans de nombreux pays, notamment africains, qui ont bénéficié d'apports massifs d'aide étrangère. N'y a-t-il pas une disproportion entre les sommes engagées et les résultats obtenus?

Walter Fust : Le développement n'est pas quelque chose de statique, qui permettrait de comparer un *input* et un *output*. Personne n'est en mesure de faire un bilan exact de la coopération au développement, car beaucoup d'éléments ne sont pas mesurables. De nombreux facteurs ont changé durant ces quarante dernières années. La population mondiale est passée de 3,2 à 6 milliards. Des progrès ont été réalisés en matière d'éducation, de santé et d'accès à l'eau potable. Il y a aussi eu des échecs. Le groupe des pays les moins avancés (PMA) s'est élargi, ce qui est un constat inacceptable. Il serait faux de croire que la coopération, à elle seule, va changer le monde et corriger tous les déséquilibres. Elle façonne des différences qui, à long terme, valent probablement plus que tout l'argent engagé.

Mahaman Tidjani Alou : Depuis quelques années, certains experts tiennent un discours très pessimiste, arguant que malgré toutes les ressources englouties dans le développement, on est resté en deçà des espérances. Mais il ne faut pas perdre de vue que la coopération est récente,

que ces ressources n'ont pas été réparties de façon équitable dans le monde en développement, que l'aide s'est concentrée par périodes sur des régions bien déterminées, avec des buts précis qui n'étaient pas toujours ceux du développement. Le résultat de toutes ces politiques est plutôt mitigé. Les dragons asiatiques ont connu un développement prodigieux avant de sombrer dans la crise. D'autres économies ont été plombées par des cataclysmes comme la guerre. Enfin, certaines politiques d'aide se sont révélées inefficaces et inopportunes.



Un seul monde : Au fil des années, des leçons ont été tirées de ces expériences et la coopération a ajusté sa façon d'intervenir. Qu'est-ce qui a changé?

W. Fust : L'approche a considérablement évolué. La coopération est beaucoup plus diversifiée. La DDC ne finance presque plus d'infrastructures, par exemple. Jadis, le bailleur de fonds faisait carrément le développement lui-même. Aujourd'hui, il soutient ses partenaires dans leurs efforts de développement. Il s'adapte à leurs buts, à leur rythme, il n'impose plus ses vues. Toutefois, cette évolution ne concerne pas tous les donateurs. Certains grands pays sont toujours guidés en priorité par leur agenda politique.



Aider les bons élèves

Selon la Banque mondiale, l'aide financière contribue très efficacement au recul de la pauvreté dans les pays pauvres qui appliquent une saine politique et sont dotés de solides institutions publiques. Dans un rapport publié en novembre 1998, l'institution invite les bailleurs de fonds à concentrer leur aide financière sur les pays qui s'engagent à poursuivre des réformes. Dans les pays dont la gestion est insatisfaisante, il est recommandé de proposer des conseils ou des idées, plutôt que de l'argent. En augmentant l'aide de 10 milliards de dollars par année, on permettrait à 25 millions de personnes de plus d'échapper à la pauvreté, à condition de bien cibler ces ressources, affirme la Banque mondiale. Toutefois, le même montant accordé sans discrimination ne sortirait que 7 millions de personnes de la pauvreté.

David Dollar (1998) : « *Assessing Aid: What Works, What Doesn't, and Why* », Banque mondiale, <http://www.worldbank.org/research/aid>

M. Tidjani Alou : Il est vrai que les pays ne donnent pas toujours les mêmes buts à leurs politiques de coopération. J'ajouterais que les perspectives ont beaucoup changé. Nous abordons le développement avec plus d'humilité. Les donateurs s'assurent que leurs modes d'action sont efficaces, ils mettent en place des structures de suivi et d'évaluation. Ils font l'effort de connaître les sociétés dans lesquelles ils interviennent. Même au Sud, où l'aide a souvent été considérée comme une rente à capter, on est de plus en plus vigilant sur la destination réelle des fonds. Les sociétés du Sud connaissent d'ailleurs des mutations rapides et font preuve d'une formidable créativité qu'il faut prendre en compte. Beaucoup de crises n'ont pas été prévues, parce que les

donateurs ne s'étaient intéressés qu'à l'aspect officiel, laissant de côté tout ce bourdonnement social.

W. Fust : Je suis très favorable à la société civile. Deux tiers de la coopération bilatérale de la Suisse passent par elle et non par les gouvernements. Cependant, la prolifération des organisations non gouvernementales (ONG) me préoccupe. Cela me choque qu'il soit plus facile de créer une ONG et d'obtenir un financement extérieur que d'établir une petite entreprise et d'avoir accès à des ressources financières sur place. Au Népal, par exemple, on recense environ 15 000 ONG. Si ce pays comptait autant de petites entreprises, il se porterait beaucoup mieux.



M. Tidjani Alou : Les pays du Sud se retrouvent assaillis par une pluralité d'acteurs, étatiques ou non, qui arrivent avec des objectifs très variés. Incapables de définir leurs propres enjeux à long terme, ces pays se limitent à ordonner les enjeux des acteurs extérieurs.

Un seul monde : Quels autres éléments sont de nature à entraver les efforts de développement ?

M. Tidjani Alou : L'aide au développement est souvent à la merci des aléas les plus divers, comme un brusque changement de régime ou une guerre civile. Son orientation peut aussi changer au gré des intérêts stratégiques des donateurs. Il faut trouver un système qui lui assure un impact plus durable. D'autre part, l'aide s'est techniciisée. Les experts chargés de l'exécuter ont très peu d'autonomie. Ils sont rivés dans des appareils conceptuels et deviennent otages de leurs instruments de gestion qui occultent les réalités du terrain.

W. Fust : Parmi les obstacles, il faut mentionner le sida, qui a fait reculer l'espérance de vie dans de nombreux pays africains. Ce fléau ne tue pas que les individus. Il assassine aussi le développement. En outre, il existe en Afrique une forme de clientélisme susceptible de freiner le développement économique : de jeunes entrepreneurs renoncent à agrandir leur entreprise, car ils sont obligés de partager leur revenu avec une vingtaine de frères, d'oncles ou de cousins.

Un seul monde : Les pays bénéficiaires doivent remplir certains critères sur le plan politique et économique. Ces conditions ont-elles rendu l'aide plus efficace ?

W. Fust : La conditionnalité politique est déjà un modèle ancien. Le but, c'est un partenariat dans lequel on négocie sur un pied d'égalité.

Mais pour arriver à cela, il y a un long chemin, qui passe obligatoirement par un dialogue avec le gouvernement. On ne peut pas établir un partenariat avec un régime militaire ou une dictature. Dans de tels cas, nous tentons de convaincre ce régime qu'il doit changer s'il veut obtenir un appui de notre part.

M. Tidjani Alou : Pour moi, c'est là un exemple de dialogue impossible ou difficile tout au moins. Mais il y a d'autres situations où le dialogue est faussé. Dans les interactions classiques, l'État du Nord occupe une position prépondérante en raison de ses ressources et aussi compte tenu de la capacité réduite de négociation des pays du Sud. Ces derniers ont alors tendance à satisfaire les exigences du donateur. Confrontés à une diversité de situations, ils développent des attitudes plutôt opportunistes qui plaisent à leur interlocuteur. Cela fausse le jeu.

W. Fust : Effectivement, le développement est confronté au problème des standards différents appliqués par les organes de financement internationaux. Actuellement, il y a des standards pour le désendettement multilatéral, d'autres pour les crédits concessionnels. Les politiques de développement varient entre le système onusien et les institutions de Bretton Woods. Et puis, une vingtaine d'agences bilatérales appliquent leurs propres politiques. Vu ce manque de cohérence, les pays du Sud jouent du piano avec les pieds et les mains pour recevoir de l'argent. ■

Rien à cacher. Elle s'en va. J'attends.

«Dernier appel pour les passagers du vol LY 8332 Zurich – Tel Aviv!» Courir! Mes jambes sont de plomb. Des agents de sécurité examinent mon passeport d'un air irrité. Mon nom: Samir Riadh Jamal Aldin. Lieu d'origine: Wohlenschwil. Je ne connais pas.

Enfin dans l'avion. Une autre langue. Au bout du couloir, des femmes en uniformes de coureurs. Leurs gestes de rameurs indiquent les sorties de secours. Tout va bien. En hébreu, cela donne exactement la même chose qu'en suisse allemand. Des nuages comme de la barbe à papa au-dessous de nous. La mer. En route vers mon «ennemi». Quelle idée! En route vers un pays dont la raison d'État est d'opprimer un autre peuple. Souvenirs de checkpoints à Ramallah; de très jeunes soldats qui introduisent leur arme par la fenêtre de chaque véhicule qu'ils contrôlent.

Souvenirs de barbelés, de patrouilles de chiens, de projecteurs. Gaza. Mais cette fois, on va à Ramat Gan, Haïfa, Petah Tikva, Tel Aviv. Je rends visite à quelques vieux juifs irakiens communistes. C'est ce qu'ils étaient autrefois. Que sont-ils devenus? Souvenir de la seconde guerre du Golfe. Nuits passées devant la TV. CNN. Bagdad. Peter Arnett. Clarté verte et fantomatique des tirs antiaériens en

toile de fond. Changement de chaîne. Alarme aérienne en Israël. Fusées toxiques? Une famille israélienne met ses masques à gaz. Elle regarde le bombardement de Bagdad à la TV. FLASH. Mon père m'avait parlé de ses camarades juifs dans le parti communiste irakien. Et si cette famille en Israël venait d'Irak? Paradoxe de notre monde. NEW WORLD ORDER. Désordre! Une idée de film fait son chemin. «Fasten your seat belt!» Atterrissage. Tel Aviv, la belle. *Touch down.* Aéroport Ben Gourion. Contrôle de sécurité. Une belle fille à la peau sombre. «You are born in Baghdad?» Oui. «Please come with me!» Longue attente. «What is your purpose?» Je réalise un film sur les communistes juifs irakiens et sur l'image des Juifs et des Arabes au cinéma. Regards étranges. Je donne toutes les adresses. Rien à cacher. Elle s'en va. J'attends. Longtemps. Je suis en Orient. Je ris. C'est exactement pareil pour moi au Caire, à Amman ou à Damas. La jolie fille réapparaît avec trois hommes. Ils me regardent un instant, rendent le passeport suisse. Poliment. «Thank you. You can go!» Vacarme des klaxons, circulation chaotique de Tel Aviv. Heure de pointe. Je trouve enfin l'adresse. Shimon Ballas, écrivain et professeur d'arabe. À 72 ans, tou-

jours actif dans le mouvement pour la paix. Respirer profondément. Sonner. Un beau vieillard m'ouvre la porte. De la malice dans les yeux. «Ahlan wa Sahlan», un très beau salut en arabe (traduction: tu es toujours le bienvenu). Thé et friandises arabes. Un appartement rempli de livres en hébreu, en arabe, en français. Un homme du monde. Nous nous comprenons. Dialogue en vieux dialecte arabe de l'Irak. Quand il ne trouve pas une expression, il recourt à des mots d'emprunt palestiniens. Les jours suivants, je vis partout la même expérience en «pays ennemi». Des intellectuels charmants et pleins d'éloquence. Ils me racontent leurs histoires. Comment ils ont dû tout quitter en Irak. Apprendre une nouvelle langue. Se soumettre à une culture marquée par l'Occident. Comment ils ont lutté pour être reconnus dans leur nouveau pays. Comment ils ont surmonté leur isolement et fondé une famille.

Quand je vais voir l'auteur à succès Sami Michael à Haïfa, il me raconte son rêve: «Tu connais Abu Nawas, à Bagdad? Pour moi, c'est la plus belle rue du monde! Elle longe le Tigre, elle est pleine de cafés et de restaurants. Dans mon rêve, je suis encore assis là-bas, je joue aux dominos avec mes amis, nous rions et buvons de l'arak. Le temps passe et je me sens bien. Quand je veux payer et que le garçon arrive, je prends de l'argent dans ma poche. Mais j'en retire des pièces israéliennes. Immédiatement, tout le monde se met à crier que je suis un traître et un espion. Je cours à travers les rues, je cours pour sauver ma peau. C'est le rêve que je fais régulièrement sur le pays d'où je viens et où je suis né.» ■

(De l'allemand)



Samir Riadh Jamal Aldin est réalisateur et producteur de cinéma. Il vit depuis toujours entre et avec les cultures. Il en fait d'ailleurs le sujet de son dernier film, un grand documentaire dont le titre provisoire est *New World Order*. Né en 1955 à Bagdad, Samir a grandi en Suisse. Il a connu un premier succès en 1986 avec *Morlove*, une bande dessinée tournée en vidéo. Plus tard, son film documentaire *Babylon 2* a marqué les esprits par sa façon de présenter les jeunes étrangers de la deuxième génération en Suisse. Samir a travaillé pour des chaînes de télévision allemandes, en tant que metteur en scène de séries et de films. Avec sa société Dschoint Ventschr, il produit depuis 1994 surtout des projets de jeunes cinéastes suisses, ce qui lui a valu le Prix du film de Zurich en 1997. L'année suivante, il a obtenu le Prix cinématographique suisse pour son court métrage *Angélique*. Actuellement, il travaille à *New World Order* et à une adaptation cinématographique du roman de Peter Stamm, *Agnes*.



« Bollywood »

et ses usines à rêves

Une grande partie de la population indienne est aujourd'hui déchirée entre deux cultures. D'un côté, elle reste attachée aux valeurs traditionnelles et de l'autre, elle est attirée par la modernité qui semble se jouer de tous les problèmes. Ces contradictions sont illustrées par plusieurs exemples tirés du cinéma, de la musique et du théâtre. De Vijay Kumar Singh*.



Network / Lookat



agenda / Jörg Böhring



agenda / Michael Kottmeier



Gerrot Huber / laif

Les films indiens dits documentaires remportent un vif succès à l'étranger, ils raflent les distinctions dans les festivals internationaux de cinéma. Mais ils restent méconnus dans leur propre pays, où on les projette devant des salles presque vides. La plupart de ces films décrivent la réalité indienne et traitent de thèmes sociaux. Cependant, la pauvreté, le chômage, la hiérarchie des castes ou la pollution sont des problèmes que les Indiens vivent chaque jour dans leur environnement immédiat. Ils n'ont pas envie de les retrouver sur un écran de cinéma, même si les films documentaires allient, avec une très grande sensibilité, le

sentiment de responsabilité sociale et la révolte contre des traditions ou des structures sociales figées. C'est là une des principales raisons pour lesquelles ce type de productions n'a attiré jusqu'à présent qu'un nombre très limité de spectateurs. Durant leurs rares loisirs, la majorité des Indiens ne veulent pas penser aux réalités quotidiennes, mais se faire plaisir et s'évader dans un monde de rêve. D'où l'énorme succès de ces contes de fées sur pellicule appelés « masala movies », du nom d'un mélange d'épices. L'année dernière, plus de 800 longs métrages ont été produits en Inde, films docu-

mentaires compris. À elle seule, « Bollywood » – surnom de Bombay, la métropole du cinéma indien – a produit plus de 200 films-masala en hindi, la langue nationale. Le reste a été tourné par les studios d'autres villes et dans des langues régionales, comme le tamoul, le bengali, etc. Ces films mêlent des images, des symboles et des valeurs de la culture traditionnelle indienne dans un scénario contemporain, souvent entrecoupé de danses et de chants langoureux. Ils montrent de nobles héros, impliqués dans des intrigues stéréotypées et faciles à comprendre. Les critiques remarquent à juste titre que le tout manque cruelle-

ment de réalisme. Ces films, qui se terminent inmanquablement par un *happy end*, répondent aux besoins d'une majorité de la population indienne, qui compte plus d'un milliard d'habitants.

Trois siècles de tradition musicale

« Quitte à sauter un repas, un Indien ne renonce pas à un billet de cinéma », explique le célèbre réalisateur Vikram Bhatt. « Ce billet lui permet d'échapper aux tracas du quotidien pour se plonger dans un monde virtuel qu'il ne pourra jamais s'offrir et qui n'existe pas vraiment dans la réalité. À l'image de ses idoles, il espère se débarrasser



de tous ses problèmes et devenir riche. Il rêve d'une grande chance et espère que cela deviendra réalité.»

Pendant trois heures – durée moyenne d'un film indien – les spectateurs oublient ainsi la vie de tous les jours. Un nombre croissant de ces films sont tournés à l'étranger, notamment en Suisse.

La musique a longtemps été considérée comme l'un des fondements de la culture indienne. Sa tradition remonte à plus de 3000 ans et elle serait d'origine divine. Même pendant les périodes de grande insécurité politique et culturelle, l'Inde a toujours su assurer la transmission de cet héritage musical. Elle a intégré les influences d'autres peuples – Grecs, Arabes, Perses, Mongols et Afghans – dans sa propre tradition tout en la préservant.

Bien que l'essence même de la musique vocale classique ait peu changé, la musique

populaire actuelle est très influencée par le style occidental moderne. Cette influence américaine et européenne se fait sentir dans la création musicale en général et dans les musiques de films en particulier. Les airs populaires sont détrônés. Jeunes et moins jeunes connaissent et fredonnent de plus en plus souvent les chansons à l'eau de rose entendues au cinéma. Ces refrains constituent l'essentiel de la musique diffusée par les stations de radio. Leurs tonalités résultent d'une simplification des modèles classiques, ce qui les rapproche des gammes occidentales. C'est précisément la différence entre les systèmes musicaux indien et occidental qui fait planer une menace sur la transmission orale des chants et des rythmes. De même, les instruments de musique auront de la peine à s'affirmer dans la mesure où la plupart d'entre eux sont adaptés au

système musical indien. Pendant des générations, la musique indienne a été transmise du maître à l'élève. Il faut savoir que la mélodie n'est pas retranscrite sous forme d'harmonies ; elle se développe au-delà du rythme, elle dépend toujours de la créativité de l'artiste. D'une part, la musique traditionnelle indienne tente de s'imposer comme un véritable héritage culturel. Mais d'autre part, elle est submergée par la musique des films indigènes ainsi que par des influences rock et techno venues d'Occident.

Des origines religieuses

Le théâtre relève également d'une tradition très ancienne. Les pièces reprennent le plus souvent les thèmes des nombreuses légendes épiques qui se prêtent très bien à l'adaptation théâtrale et qui plongent leurs racines dans la vie religieuse du peuple indien. Elles essaient par ailleurs de

créer un lien communicatif entre le divin et l'humain, entre le roi et le peuple, entre riches et pauvres, entre jeunes et vieux. Selon la tradition indienne, une représentation théâtrale comprend aussi bien de la déclamation pure que du mime et de la danse. Elle a pour but de montrer un personnage particulier dans une série de situations qui suscitent de la joie ou de la peine chez le spectateur. C'est pourquoi les spectacles se fondent souvent sur les épopées hindouistes Ramayana et Mahabharata, ainsi que sur les contes bouddhistes Jatakas.

Kalidasa est sans conteste le plus grand dramaturge indien. Écrite au 5^e siècle, sa pièce la plus célèbre, *Shakuntala*, jouit d'une renommée mondiale. Même si elle a été quelque peu modernisée, elle n'a rien perdu de sa valeur. Dans un autre registre, le public ne raffole



Manuel Bauer / Lookat

Du Rajasthan à l'Andalousie : Maharaja Flamenca

Entre le 12^e et le 18^e siècle, plusieurs groupes d'un peuple nommé « les Roms » sont partis du Rajasthan. Ils ont traversé l'Iran, puis le Maghreb ou les Balkans, pour terminer leur périple en Andalousie. Ils s'installaient là où ils pouvaient vivre de leur art ou de leur artisanat. Les Roms ont servi des seigneurs de la guerre, ils ont été chassés en raison de leur origine étrangère ou de leur marginalité, ils ont même été gazés par les nazis. L'histoire des « Tsiganes » est aussi dramatique que leur musique. Le fait qu'ils soient originaires du Rajasthan ne relève toutefois pas du mythe. Les membres du groupe Maharaja représentent les plus grandes familles de musiciens du « pays des rois », où ces basses castes jouissent du même respect que les griots en Afrique occidentale. Lorsqu'ils interprètent de la musique populaire traditionnelle avec des artistes de flamenco, on constate avec surprise tout ce qui unit ces deux peuples et à quel point la fusion est parfaite.

Concerts en Suisse :

24 août : Centre des congrès de la Foire de Bâle

25 août : Frick, Meck à Frick

Pour en savoir plus : www.world-musicportal.com/Artists/Asian/Indian/maharaja.htm

L'Inde à la conférence annuelle

L'Inde est le thème central de la conférence annuelle de la coopération suisse au développement, organisée par la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (seco), qui se tiendra le 24 août au Centre des congrès de la Foire de Bâle. Diverses contributions culturelles mettront en évidence les contradictions de la culture indienne et montreront que les Européens en ont une toute autre perception que les Indiens eux-mêmes (lire l'article principal). Un atelier permettra à la famille Kesava, très connue à Bâle où elle vit, de faire connaître la tradition de la danse religieuse indienne. Et la soirée sera animée par un concert du groupe Maharaja – situé à l'autre extrême du système des castes (voir texte ci-contre).

pas des pièces de théâtre modernes qui cherchent à établir un dialogue entre le passé et le présent, qui se font l'écho de certaines critiques sociales. Si le spectateur indien apprécie le cinéma parce qu'il lui permet de s'évader dans ses rêves, il recherche l'appui de la religion et de la spiritualité dans le théâtre. Mais là encore, il refuse d'être confronté aux problèmes quotidiens, tels que l'éducation, la pollution ou la pauvreté. ■

** Vijay Kumar Singh, ingénieur EPFZ, est indien et suisse.*

Journaliste, il vit à Zollikon et préside la Société Suisse-Inde de Zurich.

(De l'allemand)

Musique

Quand le griot pince sa guitare

(er) Descendant d'une grande lignée de griots khassonké, le chanteur et guitariste malien Habib Koité, 43 ans, se sert de son instrument comme d'un kamélé n'goni, sorte de harpe à quatre ou à six cordes dont jouent les chasseurs du Wassoulou. En virtuose, il en tire des sons doucement pénétrants. Il joue de la guitare solo et rythmique à la fois. Sur ce fond sonore pétillant s'étirent des mélodies à l'harmonica et les chœurs répondent aux appels du tamani (tambour d'aisselle). Après un passage de violons, la flûte déroule une complainte mélancolique. Enfin, la voix chaude et mélodieuse de Habib Koité s'élève sur les rythmes entraînants du balafon. Il chante en dialecte bambara et raconte le quotidien des habitants d'Afrique occidentale, leurs problèmes, leurs joies et leurs peines. Sur son troisième CD, il continue de marier subtilement la tradition des griots et les arrangements de la world music. Il compte à l'évidence parmi les meilleurs musiciens d'Afrique.

Habib Koité & Bamada :
« Baro »
(Putuma/Disques Office)

Quelques pas de cha-cha-cha

(er) Même Carlos Santana s'est inspiré de cette danse que toute l'Amérique latine appelle cha-cha-cha depuis le début des années 50 et dont le nom évoque le glissement des pieds des danseurs sur le sol. Elle est née à Cuba dans les années 40, où la pauvreté des grands immeubles – les *solares* – contrastait avec le faste des palais. C'est là qu'a été fondé en 1942 l'Orquesta América dont le violoniste Enrique Jorrin a inventé le cha-cha-cha presque



par hasard. Après la mort de Jorrin, l'orchestre devenu légendaire est resté fidèle à cette danse, comme le prouve son dernier album. Les violons se mêlent ici aux congas, au bongo et au guiro, ils changent de tempo pour tisser un tapis de charanga coquet, drôle et exubérant. Les chansons sont ponctuées de solos au piano très jazzy et la voix rauque du chanteur – passionnée ou romantique – exprime la joie de vivre cubaine. Vive le cha-cha-cha!

Orquesta América :
« Sabor Profundo »
(RealRhythm/COD Music)

Chants rituels bouddhiques

(er) Deux remarques préliminaires : d'une part, ce double CD met à rude épreuve nos habitudes auditives et les sentiments liés à l'écoute de la

musique ; d'autre part, il a fallu un quart de siècle à Radio France pour publier les enregistrements d'un concert donné par des moines tibétains réfugiés en Inde. Il s'agit d'extraits de rituels et de cérémonies, ainsi que d'une prière, qui ont été enregistrés à Paris en 1975, dans le cadre du Festival d'Automne. Ces religieux du monastère de Gyütö utilisent une technique de chant particulière, qui consiste à émettre en même temps un son très grave et une des harmoniques de ce son, en sollicitant la cavité buccale. On découvre un monde de sonorités impressionnantes. Des voix gutturales récitent les textes sacrés du bouddhisme mahayana, accompagnées par des instruments rituels (tambours et clochettes). La fascination est totale lorsque le son métallique des cymbales fait vibrer l'air et que les tambours marquent le rythme.

Monastère de Gyütö :
« La voix des Tantra »
(Ocora/Musikvertrieb)

L'offre du cinfo

(bf) Le Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale et de l'aide humanitaire (cinfo) propose des conseils (sur rendez-vous), des séminaires, des cours, des publications, des informations sur l'emploi, de la documentation et les services d'une bibliothèque. Il organise aussi régulièrement une conférence très appréciée intitulée « Coopération internationale : offre et demande ». La prochaine édition aura lieu le 6 octobre pour les francophones et le 3 novembre pour les germanophones.

Informations complémentaires et inscriptions : www.cinfo.ch ou secrétariat du cinfo à Bienne, tél. 032 365 80 02

**Formation et formation continue**

Service

Formation en coopération

Au cours des prochains mois, l'EPFZ propose cinq cours de préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (NADEL):

13.11 – 16.11 Corruption et contrôle de la corruption dans les pays en développement

3.12 – 7.12 Introduction à la planification de projets et de programmes

12.12 – 14.12 Perspectives

«macro» et «micro» de la lutte contre la pauvreté

14.1 – 18.1 Évaluation institutionnelle rapide dans le choix d'un partenaire de projet

30.1 – 1.2 Gestion des connaissances dans la coopération au développement

Langue de travail: allemand.

Renseignements et inscriptions:

secrétariat du NADEL,

Centre EPFZ, 8092 Zurich,

tél. 01 632 42 40,

www.nadel.ethz.ch.

Délai d'inscription:

un mois avant le début du cours

Rendez-vous avec l'Asie centrale

(dls) «Que fait la Suisse en Asie centrale?» Cette question sera au centre de la conférence annuelle sur la coopération avec l'Europe de l'Est, qui aura lieu le 6 novembre à l'hôtel Bellevue, à Berne. Présente en Asie centrale depuis 1993, la Suisse y soutient la transition difficile vers le pluralisme politique et l'économie de marché. Les républiques de cette région font partie du groupe de vote dirigé par la Suisse au sein des institutions de Bretton Woods. Organisé par la DDC et le seco, le sixième Focus Europe de l'Est accueillera notamment les conseillers fédéraux Joseph Deiss et Pascal Couchepin ainsi que l'écrivain kirghize Tchinguiz Aïtmatov, ambassadeur de son pays à Bruxelles. Six ateliers donneront aux participants l'occasion

d'aborder une dimension concrète de la coopération avec l'Asie centrale.

La participation au Focus est gratuite. Renseignements et inscriptions (jusqu'au 19 octobre) auprès de la Section médias et communication de la DDC, tél. 031 322 44 12

Le développement durable au niveau local

(bf) En novembre, deux journées nationales sont consacrées aux enjeux économiques du développement durable sur le plan local. Cette manifestation, intitulée «Le développement durable au quotidien – Le rôle de l'économie», est organisée par la DDC et l'Office fédéral du développement territorial (ODT), avec le soutien de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN). Les exposés, les ateliers et l'exposition de posters s'adressent à toute personne qui participe ou désire participer activement à la mise en œuvre de l'Agenda 21 local, ainsi qu'aux élus politiques confrontés à la question du développement durable. Cette manifestation vise non seulement à présenter des projets concrets, mais aussi à prouver qu'il existe des moyens d'agir: on peut échanger des expériences, mettre en réseau des villes, des communes, des cantons ou des organisations non gouvernementales, établir des liens entre la pratique, la politique et la science.

21 et 22 novembre, Kornhausforum, Berne. Informations complémentaires et inscriptions: Société suisse pour la protection de l'environnement, case postale, 8032 Zurich, tél. 01 251 28 26, info@sgu.org

La couleur de la vérité

(dg) Le leader noir étudiant Sipiwo Mtimkuhlu s'est fait arrêter par des policiers durant le régime de l'apartheid. Il a été torturé avant de disparaître sans



laisser la moindre trace. Quinze ans plus tard, devant la Commission Vérité et Réconciliation, les membres de sa famille se retrouvent face aux assassins. Une réconciliation est-elle possible? Le principe «pardonner plutôt que se venger» est-il applicable? Ce film illustre de manière bouleversante la quête de justice en Afrique du Sud. Un précieux témoignage en rapport avec l'éducation à la paix et la prise de conscience du passé.

Dobrovoje Kerpenisan: «La couleur de la vérité», documentaire 30 minutes, Afrique du Sud 1998, français, vidéo VHS. Distribution: Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, info@lausanne.globaleducation.ch. Informations supplémentaires: service «Films pour un seul monde», tél. 031 398 20 88, mail@filmeeinewelt.ch, www.filmeeinewelt.ch

Yi Yi et une déesse

(bf) La société de distribution Trigon-Film a pour but de diffuser aussi largement que possible d'excellents films de fiction et documentaires réalisés en Afrique, en Asie et Amérique latine. Deux films asiatiques qui méritent une mention particulière passeront prochainement dans les cinémas suisses. Le film taïwanais Yi Yi (Un, deux) a reçu le Prix de la mise en scène au Festival de Cannes en 2000 et le Grand prix du Regard d'Or au Festival de

Fribourg en 2001. Même après trois heures de projection, le spectateur en redemande, car il aimerait bien savoir ce qui arrive encore à cette famille aisée de Taipei qui est au cœur du récit.

Le second film est un *road movie* réalisé par une Chinoise de Hong Kong. Son titre, *The Goddess of 1967* (La Déesse de 1967), fait référence à la Citroën DS qui est au centre de l'intrigue. Un homme d'affaires japonais recherche via Internet la voiture de ses rêves. Cette quête le mène en Australie, où il rencontre une jeune aveugle qui l'accompagnera durant cinq jours de route au volant de sa «déesse». Un voyage captivant entrecoupé d'épisodes sur l'histoire familiale de la jeune fille et le passé de cette voiture mythique.

«Yi Yi» et «The Goddess of 1967» passeront prochainement dans divers cinémas de Suisse. Consultez les programmes locaux ou le site www.trigon-film.org

Exposition sur le Kosovo

(bf) Il y a dix ans que la Suisse mène des activités dans les régions en crise de l'ex-Yougoslavie. Depuis le début du conflit au Kosovo, c'est sur cette province qu'elle a concentré son aide et sa coopération. La DDC et l'Office fédéral des réfugiés (ODR) ont mis sur pied une exposition itinérante afin d'informer sur le programme suisse de retour et



Livres et brochures

de reconstruction. Celui-ci vient en aide aussi bien aux réfugiés qui retournent au pays qu'aux populations restées sur place pendant le conflit. L'exposition, intitulée « Retour et reconstruction au Kosovo », comprend onze modules (photos, illustrations et textes explicatifs) et beaucoup de matériel à consulter (brochures, statistiques, cassettes vidéo). Elle met à disposition des conférenciers qui présentent de manière compétente et intéressante les différents aspects de la politique suisse en matière d'asile et de réfugiés.

Informations complémentaires ou commande de l'exposition gratuite : Nathalie Wyser, Office fédéral des réfugiés, tél. 031 325 92 53 ou nathalie.wyser@bff.admin.ch

Perspectives d'avenir

(bf) De vives controverses ont porté ces dernières années sur les réponses à apporter à la politique capitaliste et sur les perspectives de la gauche. Elles ont été soulevées par le « terrorisme

économique », les conséquences de la mondialisation, les inégalités mondiales, l'accroissement de la pauvreté, les fractures sociales, la destruction de la nature et le mouvement hétérogène contre la mondialisation. Le périodique *Widerspruch* consacre son numéro 40 à des articles de fond, rédigés par des spécialistes connus sur des sujets très variés : analyses du développement, éthique de la durabilité, socialisation du marché, notes de recherches, esquisses de solutions différentes et perspectives de réformes.

« *Zukunfts-Perpektiven* » peut être obtenu en allemand auprès de « *Widerspruch* » : case postale, 8026 Zurich, tél. 01 273 03 02, www.widerspruch.ch

Revue des œuvres d'entraide

(bf) *Global+* est le nom du nouveau périodique édité par la Communauté de travail Swissaid / Action de Carême / Pain pour le prochain / Helvetas / Caritas. Les œuvres d'entraide se proposent de fournir quatre fois par an une analyse critique de la politique du gouvernement suisse, des multinationales suisses et des organisations internationales à l'égard des pays pauvres. Le premier numéro, paru fin mars, est consacré à la problématique du désendettement. Il contient des articles sur l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), lancée par la Banque mondiale et le FMI, sur la poli-

tique suisse du désendettement et sur des solutions futures.

« *Global+. Zeitschrift zu Globalisierung und Nord/Südpolitik* » n'existe qu'en allemand.

L'abonnement annuel coûte 25 francs, le numéro unique 7 francs.

Commandes :

Communauté de travail des œuvres d'entraide, case postale 6735, 3001 Berne, tél. 031 390 93 34, www.swisscoalition.ch

Promotion du secteur privé

(jls) Ces dernières années, la DDC et le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) ont mis en place des instruments destinés à encourager l'engagement du secteur privé – en particulier des petites et moyennes entreprises – dans les pays en développement. L'*Annuaire Suisse-Tiers Monde 2001*, publié par l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), présente et analyse ces instruments dans son dossier consacré à la promotion du secteur privé dans le cadre de la coopération au développement. Il s'intéresse également aux investissements directs et à la responsabilité sociale des entreprises. L'annuaire propose



Olivier Heusser / Lookat

en outre une revue complète des événements et de la position de la Suisse durant l'année 2000, ainsi que de nombreuses informations statistiques.

L'annuaire est disponible en français et en allemand, pour le prix de 42 francs. Vendu en librairie, il peut aussi être commandé auprès de l'IUED, service des publications, tél. 022 906 59 50, fax 022 906 59 53, e-mail : publications@iued.unige.ch

Éducation globale

(bf) Dans une éducation globale, l'élève et l'enseignant essaient de tenir compte d'une multitude de perspectives. Cette préoccupation est illustrée dans le dernier numéro d'*EP Éducation permanente*, revue suisse spécialisée dans les domaines de l'éducation des adultes et du perfectionnement. Sous le titre « Éducation globale », la revue présente quelques réflexions théoriques et applications pratiques. Une douzaine de spécialistes décrivent (en allemand et en français) quelques projets qui mettent en œuvre le principe de l'éducation globale en Suisse et dans les pays du Sud. Pour terminer, l'ethnologue David Signer aborde sans complaisance le phénomène du multiculturalisme.

« *EP Éducation permanente* » 2001/2 peut être obtenu auprès de la Fédération suisse pour l'éducation des adultes (FSEA) : Rue de l'Alé 25, 1001 Lausanne 9, tél. 0848 33 34 33, fsea@alice.ch

Impressum :

« Un seul monde » paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vufray (vuc)
Barbara Affolter (abb)
Sarah Grosjean (gis)
Sophie Delessert (dis)
Joachim Ahrens (ahj)
Antonella Simonetti (sia) Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolithographie : City Comp SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de : DDC, Section médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail : info@deza.admin.ch

48001

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 42 000

Couverture : Peter Stäger

Internet : www.ddc.admin.ch

La Suisse et le monde, magazine du Département fédéral des affaires étrangères, présente des thèmes actuels de la politique étrangère suisse. Il est publié quatre à cinq fois par an en français, allemand et italien. L'édition 4/2001 de fin octobre consacre un dossier à la question des réfugiés. Elle traite aussi des possibilités de carrière dans les organisations internationales et des Suisses qui se trouvent en difficulté à l'étranger. L'édition de juillet a fait une large place à la politique extérieure et à ses acteurs.

On peut s'abonner gratuitement auprès de : « La Suisse et le monde » c/o Schaefer Thun AG Industriest. 12 3661 Uetendorf E-Mail : druckzentrum@schaeferthun.ch

Dans le prochain numéro :

**Azerbaïdjan, Turkménistan, Ouzbékistan,
Tadjikistan et Kirghizistan : l'Asie centrale,
ses particularités, son développement et
ses liens avec la Suisse**



DIRECTION
DU DÉVELOPPEMENT
ET DE LA COOPÉRATION
DDC